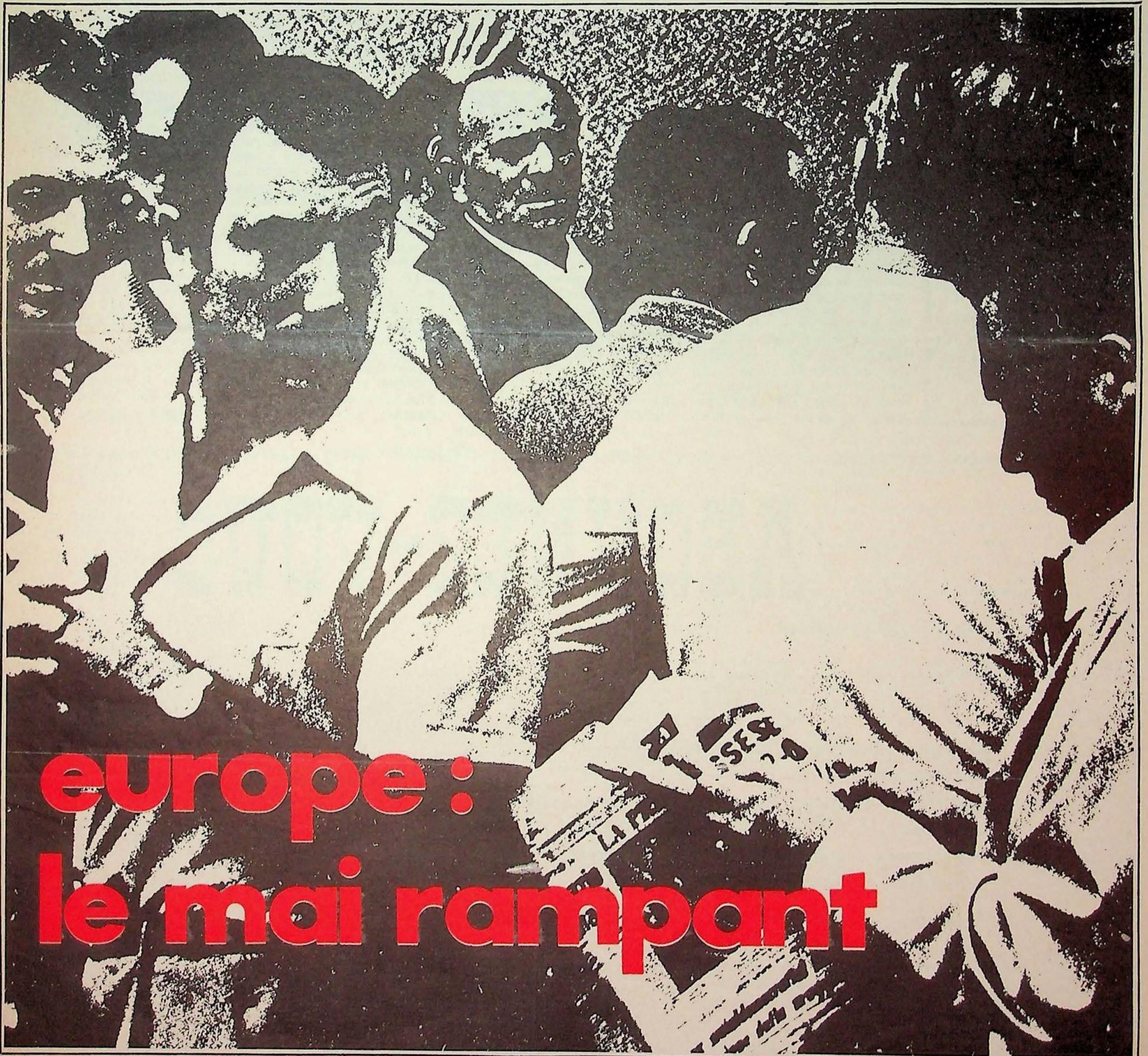


# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
N° 516, 1,50 F  
JEUDI 2-DECEMBRE 1971



## Campagne T.S. Objectif 20 millions

C. Guerche

La souscription pour « T.S. » continue de marquer des points. Aucun d'entre nous n'ignore les difficultés politiques et pratique de sa fabrication comme de sa diffusion.

Dans le même temps, nous avons posé une question à nos lecteurs. Souhaitez-vous, oui ou non, que « T.S. » vive et se développe ?

La réponse nous parvient. Non seulement au travers du courrier des lecteurs, que nous publions ci-contre, mais aussi en chiffres.

Ce mardi 30 novembre, la souscription a atteint le total de 34.774,30 F. Les abonnements progressent très sérieusement (120 en une semaine). La vente militante progresse. Merci aux Fédérations des Ardennes, du Vaucluse, aux sections de Morlaix, Saint-Claude, Meru, Villefranche, Caluire, Alfortville et Champigny pour leurs efforts.

« T.S. » ne vivra qu'en fonction des objectifs fixés. L'effort doit s'amplifier. Mais il commence.

## T.S. et ses lecteurs

Françoise Claire

« T.S. » était en danger... nous avons lancé un appel à nos lecteurs, il a été entendu et le courrier abonde à la Rédaction. Responsable du « Courrier des Lecteurs », ma tâche est difficile. Il faut faire des choix et ils sont « déchirants » car la place est limitée dans les 16 pages de « T.S. » ! Que ceux qui nous écrivent soient indulgents... et qu'ils continuent le dialogue, il est indispensable.

● Jean Dessaint (59-Mauberge), qui vient d'abonner un sympathisant, ancien membre du P.C. et militant C.G.T., trouve que « T.S. » est d'un « accès difficile au niveau des ouvriers »... « T.S. » doit devenir clair, simple (non simpliste) et donner, à l'aide d'exemples, l'explication politique des luttes et tel sujet traité à la radio ou à la télévision... Il souhaite des articles courts, bien mis en page.

● Claude Baudoin (94-Saint-Maur) : sympathisant et futur adhérent au P.S.U., trouve que « T.S. » est « actuellement plus un bulletin d'expression de parti politique qu'un organe d'information. » Il souhaite la multiplication de numéros spéciaux et de dossiers « sur les sujets-clefs eux-mêmes définis, soit par l'éclairage de l'actualité, soit par l'importance des populations concernées, soit au contraire parce que le silence général qui les entoure est révoltant. » Le P.S.U. représente pour ce camarade un parti « qui recherche une construction socialiste, gage de liberté économique en même temps que de

liberté individuelle réelle ».

● J.-P. Bardat (54-Nancy) demande, lui aussi, la parution de numéros spéciaux, plus nombreux et souhaite voir employer dans « T.S. » « un langage clair ». Les luttes ouvrières sont à développer à condition de choisir les plus représentatives et un simple répertoire pour les autres, car tous les conflits se ressemblent et ce qui compte, c'est la stratégie des luttes ». Les grandes études internationales sont intéressantes, mais font plus souvent double emploi avec les journaux d'information. Ce qui est important, c'est d'indiquer la position du Parti dans chaque événement ».

● Christian Schu (17-Surgères) : « Pour que « T.S. » devienne un journal de masse, il faudrait qu'une majorité de travailleurs soient à la Rédaction. Sur le plan pratique, cela pourrait se passer de la façon suivante : groupe de rédaction au sein des Fédérations qui traiteraient un sujet sur un problème spécifiquement régional. L'article serait envoyé à la Rédaction de « T.S. », qui pour-

rait le re-writer... « T.S. » doit être un journal d'éveil de la conscience politique des travailleurs, en insistant sur la ligne politique du P.S.U. ». Il est d'accord en cela avec Marc Chenetier (qui demande également « d'éviter la caricature trop simpliste et le langage ouvrieriste ; il trouve que la formule des « Dossiers » est très intéressante, à condition que ceux-ci soient courts, clairs et très bien présentés... Les attaques contre le P.C.F., aussi justifiées soient-elles, portent sur les nerfs, à chaque fois que l'effort d'explications est insuffisant. La seule supériorité du P.S.U. sur le P.C.F. est d'avoir raison, encore faut-il informer d'une façon cohérente et complète ».

● Roland Nadaus (78-Guyancourt) : « Si « T.S. » veut s'adresser à un vaste public, il faut qu'il se donne les moyens rédactionnels de le conquérir » — et d'abord par la qualité de ses articles et de sa présentation (« la page de couverture, bien des dessins à intention humoristique entre autres, ne semblent guère aller dans ce sens. » Au lieu d'articles trop longs et arides, peut-être que des « T.S. » « spéciaux » traitant de grands sujets, permettraient aux numéros hebdomadaires d'être plus lisibles. « Je ne vois pas pourquoi un journal révolutionnaire devrait être ennuyeux... Il faut que j'ai envie de lire « T.S. ». C'est un autre souci que traduit la lettre de Pierre Valadon (92-Colombes) : « D'autre part sur le plan interne, il nous faut des débats sur les mesures de sécurité de nos réunions P.S.U. importantes, à débattre entre nous, l'affaire d'Eaubonne ne doit plus se reproduire. Nous avons aussi à

surveiller et dépister par un plan bien établi localement tous les mouvements d'extrême-droite, leurs locaux comme au temps de l'O.A.S. « T.S. » avait donné toute une liste de ces groupements (mais que dans Paris seulement !); il est grand temps de revoir cela dans toutes les sections, avec coordination aux niveaux fédéral et national. D'autre part, un courrier doit s'établir dans le Parti entre sections, fédérations et siège National sur tout ce qui concerne l'entraide de tous nos militants licenciés par les répressions patronales. »

C'est une préoccupation identique que l'on retrouve à propos de l'article paru dans « T.S. » n° 513, du 11 novembre « Qui a tué Ruchaud ? » dans la lettre de F. Comte et A. Antonini (Paris-13<sup>e</sup>) « Devant le suicide d'un camarade, il est insuffisant et grave de réagir uniquement par une exploitation politique. La question « qui a tué Ruchaud, monsieur le marquis ? » est juste, mais une autre question nous est posée également. Elle est fondamentale et nous concerne tous : « que fait le Parti pour soutenir effectivement les militants en lutte ? L'agression d'Eaubonne entre dans le même cadre. Elle a obtenu, à juste titre, une page de « T.S. ». De vrais militants courent de vrais risques. Le problème est général. Il doit nous engager à rechercher une solution collective interne au Parti. Des mesures doivent être mises en œuvre sans tarder pour l'organisation d'un soutien collectif automatique sur le plan professionnel, si possible, aussi bien que financier, ce qui n'exclut pas le recours à la population par le Parti lui-même et par le Secours Rouge ».

# ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom) \_\_\_\_\_

Adresse complète : Rue \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

N° Département \_\_\_\_\_

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F  (1) 6 mois (26 numéros) 26 F

Afin d'aider TRIBUNE SOCIALISTE je souscris un abonnement de soutien

1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bi-mestrielle CRITIQUE SOCIALISTE

1 an  6 numéros « C.S. »  74 F   
 52 numéros « T.S. »

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN nous sommes heureux de vous offrir le livre :

« Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS 15<sup>e</sup> - C.C.P. PARIS 5826-65.

(1) Cocher la case correspondante.

# BULLETIN D'INFORMATION



Cet encart, spécialement consacré aux militants, est publié sous la responsabilité du Bureau National.

## Luttons contre le réformisme sans céder au sectarisme

### 1. NOTRE ANALYSE DE LA SITUATION :

- A) Les contradictions de la société capitaliste s'aggravent.
- B) Elles contraignent la bourgeoisie française à préparer des solutions de rechange politiques.
- C) La crise du mouvement révolutionnaire facilite la tâche de la bourgeoisie.
- D) Elle a des conséquences importantes au sein du Parti.

### 2. NOS PROPOSITIONS :

- A) Réaffirmer l'objectif stratégique du Mouvement politique de masse.
- B) Proposer à l'ensemble des révolutionnaires des modalités d'action concrètes, articulées autour de cette ligne stratégique.
- C) Définir sans ambiguïtés les perspectives de notre travail politique et militant au sein du Parti.

PARIS, octobre 1971.

Le Congrès de Lille ne constitue pas seulement un coup d'arrêt au développement d'une stratégie révolutionnaire dans le P.S.U., c'est aussi un échec pour l'ensemble du Mouvement révolutionnaire dans le pays.

C'est pour analyser la situation créée par la victoire plébiscitaire de Michel Rocard et essayer de tirer les leçons d'une autocritique sans faiblesse, qu'un certain nombre de camarades, qui ont défendu les mêmes positions au dernier congrès, se sont réunis.

Nous sommes tombés d'accord pour constater que pour une large part, si l'on passe sur les erreurs et les faiblesses de l'un ou de l'autre, notre échec tient essentiellement au fait que nous avons sous-estimé :

- aussi bien l'importance et l'enjeu du débat, ce qui nous a conduit à utiliser des arguments tactiques pour résoudre des problèmes stratégiques,
- que l'ampleur de la crise du Mouvement révolutionnaire en proie aux tentations de repli sectaire sur le débat idéologique où l'entraîne sa pesanteur sociale.

Après un tel échec, beaucoup de camarades et parmi les plus militants, sont désorientés. Ils

se demandent si le P.S.U. continue à se situer dans la perspective de la constitution d'un véritable Mouvement révolutionnaire. Certains vont même jusqu'à poser la question de savoir si l'important n'est pas de préparer dès aujourd'hui une éventuelle sortie en bon ordre, avec armes et bagages idéologiques.

Pour notre part, la conclusion qui s'impose, après une analyse sérieuse des conditions actuelles de la lutte de classes est très claire. Et les réponses que nous apportons aux incertitudes et aux tentations de nos camarades sont dénuées de toute ambiguïté :

1. Nous pensons qu'il faut non seulement rester au P.S.U., mais contribuer à sa progression, en faisant en sorte qu'en son sein, le choix de la voie révolutionnaire l'emporte sur les ornières du réformisme.

2. Nous pensons que nous devons nous battre au sein de toute les instances du Parti, non comme défenseurs des chapelles plus ou moins ardentes, mais de manière plus offensive pour proposer à l'ensemble des militants révolutionnaires, qu'ils se situent à l'intérieur ou à l'extérieur du Parti, la voie qui conduit à la construction du Parti révolutionnaire.

### 1. NOTRE ANALYSE DE LA SITUATION

A. Les contradictions de la société capitaliste s'aggravent.

L'Europe et la France sont entrées depuis quelques années dans une nouvelle phase d'accumulation accélérée du capital obtenue à la fois :

a) par une exploitation accrue de la force de travail : importation massive de travailleurs immigrés réputés plus dociles, donc plus faciles à exploiter ; intensification du travail (augmentation des cadences, transformation de l'organisation capitaliste du travail, etc.) ; opposition résolue à toute réduction de la durée du travail,...

b) par une concentration capitaliste accélérée, qui entraîne non seulement l'absorption des « petites » entreprises par les firmes géantes, mais la liquidation de branches entières de l'économie, considérées comme non rentables, et la condamnation à mort de régions entières du pays, qui n'ont pas d'autre avenir dans la société capitaliste que de devenir des réservoirs de main-d'œuvre et des réserves touristiques.

Cette accumulation accélérée du capital au niveau international engendre une ten-

dance mondiale à l'inflation, dont la crise monétaire constitue la dernière illustration. Décidés à maintenir une politique qui préserve leurs privilèges, les Etats-Unis tentent de rejeter sur leurs alliés la contrepartie de ces avantages. Dans une ambiance générale de restriction des échanges, les bourgeoisies nationales, si elles veulent préserver les profits des firmes les plus dynamiques doivent les autoriser à pratiquer une inflation modérée en bloquant fermement les salaires. La détermination dont a fait preuve le pouvoir lors des conflits Renault, S.N.C.F., puis à la R.A.T.P., confirme le choix de cette orientation. Du même coup, on peut prévoir que les luttes salariales vont prendre une nouvelle importance et nous ne pourrions laisser dans ce domaine le champ libre aux forces réformistes.

Une telle situation, qui oblige la bourgeoisie à affronter non seulement la classe ouvrière, mais bien d'autres couches populaires, présente pour le pouvoir des risques politiques considérables. En effet, tandis que le renforcement de l'exploitation avive l'hostilité de la classe ouvrière à la société capitaliste, la concentration capitaliste généralisée, la liquidation des secteurs et des régions retardataires dressent contre le

pouvoir des catégories sociales — paysans moyens, petits commerçants, habitants des régions en déclin comme la Bretagne et la Lorraine — qui faisaient traditionnellement partie de sa clientèle politique. Pour survivre sur le plan économique, la classe dirigeante est obligée d'abattre les uns après les autres ses soutiens politiques. C'est là sa contradiction fondamentale.

### B. Les solutions de rechange de la bourgeoisie.

Pour sortir de cette contradiction, la bourgeoisie doit, dès aujourd'hui, se préparer des solutions de repli et de rechange et convaincre les masses populaires que le pouvoir de la classe dominante ne se confond pas avec l'U.D.R. (voir la distinction établie par Pompidou entre majorité présidentielle et majorité de gouvernement), et que des changements réels sont possibles sans bouleversements politiques en profondeur.

La carence du mouvement révolutionnaire laisse à la bourgeoisie de très larges possibilités de manœuvre pour surmonter sa propre crise et elle a d'ores et déjà commencé à explorer ces possibilités. L'opé-

ration vigoureusement lancée par Giscard, celle moins réussie, pour l'instant, de l'éternel Edgard Faure autour de la gauche gaulliste, comme les rododromes de J.-J. S.-S. en témoignent. Mais, surtout, c'est dans ce même champ, ouvert d'un côté par la crise de la bourgeoisie et de l'autre par la carence du mouvement révolutionnaire, que se déploient les tentatives visant à la constitution d'une alliance de gauche, à mi-chemin du Front populaire de 1936 et du pacte électoral de 1967.

Ce qui se prépare en effet, c'est une sorte de « front socialiste » où les organisations syndicales jouent un rôle aussi important que les organisations politiques.

La plateforme C.G.T.-C.F.D.T. s'inscrit largement dans cette perspective. Ce ne sont pas les quelques points que la C.F.D.T. a réussi à faire passer (en mettant l'accent sur les conditions de travail et les augmentations de salaires non hiérarchisées) qui modifient l'aspect politique principal de cet accord. Le fait qu'il ne contienne aucune proposition d'action concrète et qu'il ne débouche le plus souvent que sur la réclamation de textes législatifs ou réglementaires traduit bien le souci des états-majors syndicaux de préparer le grand rassemblement des mécontents de 1973, en

faisant jouer à cet accord le rôle d'un régulateur des luttes des travailleurs.

Dans une période d'intensification de la lutte des classes, il est évident qu'un tel pacte soulèvera de vives résistances dans la classe ouvrière. Déjà, au sein de la C.F.D.T., il suscite des échos divers ; certains syndicats vont jusqu'à le rejeter implicitement ou même explicitement. C'est dire que dans les entreprises, les militants révolutionnaires ont les moyens de s'opposer au freinage et à la déviation des luttes.

### C) La crise du Mouvement révolutionnaire :

Les militants révolutionnaires, organisés ou non, sont aujourd'hui présents dans de très nombreuses luttes et ils en sont souvent les animateurs. Ils constituent un potentiel révolutionnaire qui a rarement atteint une telle puissance dans ce pays.

Et pourtant, le mouvement révolutionnaire en tant que tel n'est pas encore capable d'assurer la convergence des luttes ouvrières isolées, d'unir les mouvements populaires dispersés. Il n'est pas capable de répondre à un conflit d'envergure, concernant non seulement une entreprise, mais l'ensemble d'un trust ou d'une branche, non seulement un quartier, mais l'ensemble d'une ville ou d'une région, en organisant l'extension de la lutte et le soutien populaire aux travailleurs qui y sont engagés.

Cette crise se manifeste notamment par les difficultés auxquelles se heurtent les différentes organisations : « V.L.R. » s'est dissous, « REVOLUTION » ne parvient pas à démarrer, les révolutionnaires du P.S.U. sont battus à Lille, la « G.P. » s'enferme dans sa politique droitière gauchiste. Quant à la stabilisation de la Ligue, qui n'a pourtant pas d'autre ligne politique que l'espoir d'être « reconnue » un jour par les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, elle est aussi un aspect de la crise.

Une telle carence dans l'animation et la coordination des luttes comme dans les capacités organisationnelles tient à l'insuffisante cohérence des perspectives stratégiques proposées par le mouvement révolutionnaire et, dialectiquement liée à cette insuffisance, à sa composition et à ses bases sociales qui privilégient la petite bourgeoisie intellectuelle ou au mieux, les ouvriers professionnels et les techniciens.

Ces traits ne datent pas d'hier. Ils caractérisent le mouvement révolutionnaire depuis sa renaissance des années soixante. Seuls les souvenirs et les illusions de mai ont pu, un moment, faire oublier ces faiblesses et ces incertitudes.

Aujourd'hui, affronté à des possibilités importantes, mais qu'il est pourtant incapable de maîtriser, il est obligé de reprendre conscience de ses limites et de l'écart qui sépare ses ambitions de sa force réelle.

D) Les conséquences de cette situation se manifestent au sein du Parti aussi bien dans la dynamique de l'actuelle direction que dans la mise en place de tendances au sein de l'« opposition ».

Refusant de trancher clairement entre les impératifs de la stratégie révolutionnaire et les sirènes du Front des Illusions, l'actuelle direction est contrainte à une politique ambiguë, où le verbe gauchiste et le soutien aux luttes des travailleurs ne peuvent à terme que servir, au mieux, d'instrument de pression et au pire de monnaie d'échange avec les promoteurs des tentatives frontistes.

La logique d'une telle pratique condamne cette équipe à faire rentrer dans le rang tout ce qui menace ce délicat équilibre. Son degré de liberté est donc restreint. C'est ce qui explique aussi bien les conditions dans lesquelles elle s'est battue pour envoyer sa réponse au P.S., ses tentatives fractionnelles pour prendre en main ou court-circuiter la Commission nationale entreprise, ses projets qui tendent à réduire « TRIBUNE SOCIALISTE » à un hebdomadaire d'informations de gauche, ou, mieux encore, l'absence d'implications politiques donnée à une participation (honteuse ?) aux élections sénatoriales.

La réaction « naturelle » jusqu'ici a consisté dans le renforcement des chapelles regroupant les camarades qui se reconnaissent sur les mêmes bases idéologiques et qui, entre eux, se réservent probablement le plaisir d'avoir de plus en plus raison... Une telle réaction nous semble caractéristique des tendances actuelles d'un mouvement révolutionnaire globalement en crise.

## 2. NOS PROPOSITIONS

### A) Réaffirmer l'objectif stratégique du Mouvement politique de masse.

La seule réponse possible du mouvement révolutionnaire aux illusions frontistes consiste à :

— unifier les luttes de la classe ouvrière (en surmontant en particulier la division entre O.S. et O.P.),

— aider au développement des différents mouvements de masse nés depuis 1968 et qui, pour la plupart, remettent en cause l'organisation capitaliste du travail et de la vie,

— assurer la convergence de ces mouvements populaires avec les luttes de la classe ouvrière et sous sa direction.

C'est la ligne que nous entendons défendre en réaffirmant l'objectif stratégique du Mouvement politique de masse que nous avons proposé à Lille et qui d'ailleurs y a été adopté. En dépit d'une naissance difficile, et des déformations ou mésinterprétations dont elle a été l'objet, cette ligne est la seule qui apporte une réponse efficace, mais insuffisamment prise en compte dans la période actuelle (1).

Le déroulement de la plupart des conflits récents témoigne à la fois de la justesse de la ligne proposée et de notre incapacité à la mettre en œuvre :

— lors de la grève des Batignoles, la convergence des soutiens populaires a pu se réaliser dans le comité qui réunissait paysans et femmes de grévistes ; mais les militants ont été incapables d'imposer une organisation démocratique de la grève, ils n'ont pas su mobiliser l'ensemble du trust, inversement, avec la grève de la S.N.C.F. en juin dernier, une action politique sérieuse a été réalisée, qui a servi de pôle de regroupement dans plusieurs gares, et en particulier à la gare de Lyon. Le mouvement s'est donné une organisation démocratique, avec des délégués révocables, des assemblées générales de travailleurs. Mais, la mobilisation extérieure a été très faible et aucune coordination n'a été mise en place à l'échelle de la branche.

Au cours des toutes dernières semaines deux exemples inverses viennent confirmer de manière encore plus radicale notre analyse,

— lors du dernier conflit de la R.A.T.P., en rompant sur quatre points avec la stratégie de Mouvement politique de masse, les conducteurs de métro, qui ont fait preuve d'une combativité très forte, (allant jusqu'au refus des directives syndicales), ont créé eux-mêmes les conditions de leur défaite :

1) jusqu'au bout, le conflit est resté purement catégoriel, sans que des efforts suffisants soient tentés (malgré l'action du groupe P.S.U.) en direction du réseau de surface ;

2) l'absence d'organisation démocratique de la grève (pas de comité de grève réunissant syndiqués et non-syndiqués) a eu pour effet l'impossibilité de tenir sans le syndicat autonome ;

3) aucun effort n'a été tenté en direction des usagers pour leur expliquer les raisons de la grève et rapprocher leurs revendications (amélioration des conditions de transport, gratuité de la carte...) de celles des travailleurs, ou même les associer à l'organisation de la grève (transports gratuits à certaines heures, participation à la grève qui n'existait pas) ;

4) enfin, aucune liaison n'a été établie avec les autres travailleurs des transports (S.N.C.F. en particulier).

En revanche, la grève menée par les travailleurs d'Ericson à Colombes a pu déboucher en dix jours sur des résultats importants, malgré les réticences de la C.G.T., grâce à l'organisation démocratique du mouvement (délégués, comité de grève syndiqués non-syndiqués, assemblées), un caractère unifié des revendications (200 F pour tous proposé par le groupe P.S.U. de l'usine peu de temps avant), au soutien immédiat de la population organisé en particulier par la section P.S.U. de Colombes et à la sensibilité de la population au problème du téléphone.

Sauf dans certains cas comparables et toujours isolés, la ligne du Mouvement politique de masse, seule capable de fournir une perspective cohérente à l'axe de lutte du Contrôle Ouvrier, n'a été appliquée que de façon parcellaire et isolée, sans conviction ni moyens.

B - C'est pourquoi notre première tâche doit consister à proposer à l'ensemble des

militants révolutionnaires des modalités d'actions concrètes, étroitement articulées autour de cette ligne stratégique.

La première proposition des Comités d'Initiatives Populaires, faite par André BARJONET à la D.P.N. de septembre, consiste à réunir, autour des travailleurs en lutte, dans l'entreprise, ou hors de l'entreprise, l'ensemble des couches populaires susceptibles de leur apporter un soutien efficace. Les formes pourront être variées : dans certains cas, il s'agira d'un comité de soutien à la grève comparable à celui des Batignoles.

Dans d'autres, il s'agira de regrouper les travailleurs d'un grand ensemble dans la lutte contre les loyers et les charges, ou bien encore d'assurer l'unité des usagers et des travailleurs des transports.

Dans tous les cas, il faut viser à la réalisation de l'unité populaire dans la lutte en surmontant les contradictions internes.

Les Assemblées Ouvriers et Paysans circonstanciels, proposées cet été par Bernard LAMBERT, complètent la première forme de mobilisation. Il ne s'agit plus seulement de réaliser l'unité populaire dans un conflit ponctuel, mais de contribuer à son élargissement à l'ensemble d'un trust ou d'une région, et d'en tirer les enseignements pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Dans tous les cas, une telle proposition, qui s'est déjà concrétisée à EVIAN, par un travail local sérieux et patient, ne doit pas se réduire à l'organisation d'un meeting dominical propice aux considérations plus ou moins philosophiques sur les fatigues des populations ou les qualités d'âme des ministres de l'Intérieur. Elle ne jouera son véritable rôle que lorsqu'elle pourra être prise en charge et organisée par les travailleurs de l'entreprise, les collectifs régionaux d'animation et la Commission Nationale Entreprise.

C'est à ce prix, qu'entre les Etats Généraux de la France Sauvage et le Congrès Pan-groupusculaire, nous pourrions offrir des perspectives cohérentes à l'ensemble du Mouvement Révolutionnaire. Encore faut-il que notre pratique quotidienne soit capable de les imposer au sein même du Parti.

### C - Définir les perspectives de notre travail militant au sein du Parti

Pour consommer la rupture avec le réformisme, il est nécessaire de s'appuyer sur tous les militants qui veulent situer le Parti dans le Mouvement Révolutionnaire, quelle que soit la « tendance » à laquelle ils appartiennent.

Il faut pour cela obliger la Direction à définir clairement sa politique et l'empêcher de se réfugier derrière les ambiguïtés et les contradictions.

Nous ne croyons pas qu'un tel résultat puisse être obtenu par des luttes d'appareil ou des négociations de cartels. C'est pourquoi nous refusons d'ajouter une nouvelle tendance à celles qui existent déjà. Cela signifie très précisément qu'il n'y aura pas de regroupement privilégié de militants sur de quelconques bases idéologiques, que nous n'organiserons pas de formation spécifique, que nous ne mettrons en place aucune publication de tendance.

Refusant une perspective de repli critique sur des positions défensives, nous devons, au contraire, renforcer notre intervention de manière délibérément offensive sur tous les fronts de lutte et dans tous les secteurs de travail, et faire en sorte que le débat sur nos propositions et nos initiatives se poursuive devant l'ensemble des militants.

A cette fin, des Assemblées Générales seront organisées chaque fois que nécessaire dans chaque région, sur chaque front de lutte, dans chaque secteur, afin de définir une position commune à l'ensemble des militants qui souhaitent situer définitivement le P.S.U. dans une perspective révolutionnaire (2). A tous ces militants, nous proposons de centrer leur effort autour de quatre objectifs qui nous apparaissent prioritaires pour faire prévaloir la ligne que nous avons définie :

### 1 - DONNER LA PRIORITE AU TRAVAIL OUVRIER ET PAYSAN

Ce qui suppose en premier lieu que la conférence nationale entreprises soit préparée au sein de chaque région par le débat le plus démocratique.

Ce qui suppose aussi que l'accent soit mis, de manière délibérée, sur le renforcement du secteur paysan en mobilisant en particulier le Parti sur la bataille décisive

qui se livre actuellement contre la répression dans le milieu agricole.

Afin de renforcer cette priorité, il importe d'organiser dès maintenant, dans chaque région des stages de travail militant ouvriers et paysans, seuls capables de former, à partir de l'étude des luttes concrètes des équipes solides et cohérentes pour les combats à venir.

### 2 - METTRE EN PLACE DES STRUCTURES EFFICACES DE COORDINATION DES LUTTES REGIONALES

ce qui implique :

— qu'elles reposent sur les équipes militantes qui dans chaque secteur animent réellement les luttes ;

— qu'elles prennent en charge, dès le début de l'année 72, et avec la commission nationale formation, l'organisation systématique d'écoles régionales de cadres.

### 3 - DEVELOPPER NOS ACTIONS DE SOUTIEN AUX MOUVEMENTS DE MASSE

— et précisément dans le cadre régional en établissant des liaisons étroites avec les organisations des différentes minorités nationales ;

— en généralisant la constitution, dès l'issue des assises du Secours Rouge, des comités anti-répression ;

— en apportant un concours décisif, tant en travail militant, qu'en moyens financiers au développement de l'O.J.T.R. et à la diffusion de « 4 Mil. de J.T. ».

### 4 - PREPARER DES AUJOURD'HUI LA DISCUSSION SUR LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

— en ouvrant le débat entre tous les militants révolutionnaires organisés ou non, lors de chaque A.O.P. circonstancielle ;

— en préparant le conseil national sur les luttes internationales, sans cantonner le débat aux aspects diplomatiques de la définition des positions du parti. Aborder à fond le problème de la nature de classe de l'U.R.S.S., porter jugement sur la Révolution Culturelle Chinoise, définir clairement notre attitude à l'égard de l'expérience yougoslave ou de la tentative chilienne, contribuera, mieux que toutes les proclamations d'intention, à définir à l'égard du mouvement révolutionnaire, et au-delà, à l'égard des masses de ce pays, l'image de la société socialiste que nous construisons en France.

Tels sont les objectifs concrets que nous convions tous les militants révolutionnaires de ce parti à rechercher en commun, sans esprit de clan ou de secte.

Il est bien évident, cependant, que si les conditions du débat venaient à faire défaut, ces perspectives de travail devraient être adaptées. D'autres modalités d'action et d'organisation devraient alors être envisagées.

Quelles que soient les contraintes auxquelles nous aurons à nous adapter, nous affirmons dès aujourd'hui que notre objectif est de susciter dans ce parti un puissant courant révolutionnaire, seule réponse sérieuse à la situation qui se traduit par le désarroi d'un grand nombre de militants et risque de conduire le parti à la catastrophe.

C'est de cette manière que nous nous montrerons capables de poser avec une chance de succès, le problème de la construction du Parti Révolutionnaire.

A. BARJONET, A. BEHAR, Y. BUCAS, G. PRAXELLE (Commission Nationale Entreprise) ;

B. LAMBERT (Commission Nationale Agricole) ;

F. DALBERT (Commission Nationale Formation) ;

H. LECLERC (Commission Nationale Répression) ;

G. MASSIAH (Commission Internationale) ;

T. CARETTE (Commission Nationale Femmes) ;

H. BROUSSE (C.C.J.T.) ;

C. COLIN, V. FREMEAUX (Fédération du RHONE) ;

A. DESJARDINS, M. FONTES (Fédération du NORD).

(1) Cf. N° 22-23 de P.S.U.-D.O.C. « Sur le Mvt. politique de masse ».

(2) Une coordination de camarades travaillant dans ces secteurs et régions organisera la circulation de l'information et préparera la convocation de ces assemblées, qui contrôleront en outre les camarades désignés à la D.P.N. en reliant sans cesse le débat politique et idéologique à la pratique du Parti.

# Déclaration des camarades de la G.R.

1) La démarche qui est exigée d'eux — désaveu écrit des décisions de l'A.G. G.R. de Lyon avant le 10 décembre — ressemble de très près aux engagements de discipline que les proviseurs de lycées réclament aux lycéens qu'ils font exclure. Il est évidemment exclu que des militants révolutionnaires se plient à une telle procédure, qui est sans précédent dans le mouvement révolutionnaire. Le seul fait de l'avoir imaginée suffit à juger ses auteurs.

2) En réalité, cette décision aboutit à remettre en cause le droit de tendance dans le parti, la liberté de définir et d'exprimer collectivement des positions politiques au sein du parti. De ce point de vue, tous les militants du parti sont concernés : après la G.R., leur tour viendra, dès qu'ils exprimeront des idées différentes de celles de la direction actuelle du parti (groupe Rocard).

3) Pour nous, le centralisme démocratique ne signifie pas que les débats politiques du parti doivent être dissimulés aux travailleurs. Bien au contraire, les travailleurs sont, en dernière instance, les arbitres des débats du parti. En mettant en place les A.O.P., le parti avait reconnu ce principe.

Par ailleurs, le centralisme démocratique n'a de sens que dans un véritable parti communiste. Tout le monde conviendra que le P.S.U. n'en est pas un.

Enfin, qui a violé la « discipline collective » sinon le groupe Rocard ? En multipliant les initiatives qui conduisent à mettre

le parti à la remorque de l'union de la gauche » (rencontre avec le P.S., communiqué sur le Chili, etc.), en monopolisant les moyens d'expression du parti, le groupe Rocard contredit sans cesse la ligne qu'il a lui-même proposée.

4) Nous organiserons « des groupes d'entreprises autonomes par rapport à l'appareil droitier du parti » chaque fois que cet appareil droitier sabotera l'action des militants révolutionnaires sur les entreprises, comme l'a fait par exemple le bureau fédéral de l'Isère, animé par Verlhac, maire adjoint de Grenoble, vis-à-vis de nos camarades de Caterpillar.

Il faut par ailleurs, tout ignorer de l'action sur les entreprises pour vouloir interdire aux groupes d'entreprises de travailler « avec des militants intérieurs et ex-

térieurs à l'entreprise et appartenant à diverses organisations ». Parmi ces diverses organisations, faut-il compter la C.F.D.T. ?

5) Au total, une fraction, c'est un groupe qui camouflant ses véritables objectifs, s'empare de la direction d'une organisation pour l'emmener là où ses militants ne veulent pas aller. De ce point de vue, il n'y a qu'une fraction dans le parti : le groupe Rocard qui, répétons-le, cherche à mettre le parti à la remorque de l'union de la gauche, sans avoir jamais révélé explicitement ses intentions. Par conséquent, la résolution de la D.P.N. sur la G.R. est pour nous nulle et non avenue.

Nous demandons à tous les camarades qui pourraient la recevoir de la retourner purement et simplement au bureau national sans aucun commentaire.

## Réponse du Bureau National

Cette déclaration est étonnante à plus d'un titre.

En se comparant à des lycéens, en voie d'exclusion, les « camarades de la G.R. » savent qu'ils jouent sur un point très sensible (et à juste titre) dans le parti. Ils manifestent aussi un sens de l'humour qui les honore. Mais de ce fait, ils dénaturent la position de la D.P.N. en la confondant avec une mesure disciplinaire, alors qu'il s'agit avant tout d'une interrogation politique.

Ce qui malheureusement est sans précédent dans le mouvement révolutionnaire, c'est de demander à des militants responsables qui ont pris majoritairement une position de rupture avec le parti (« transformation de la G.R. de pôle de débat en organisation politique ») de s'en expliquer sous la forme qu'ils jugeront la meilleure, collectivement ou individuellement, devant l'ensemble des militants du parti, pour que ceux-ci puissent juger les choix politiques exacts de ces camarades.

Plutôt que de prendre une mesure disciplinaire sur la base de textes pourtant rendus publics depuis un mois et déjà entrés dans les faits, plutôt que d'appeler les militants G.R. à s'expliquer dans le secret d'une commission des conflits, le bureau national avec la majorité de la D.P.N. leur demande de s'expliquer politiquement devant le parti tout entier.

Il en a été de même pour les camarades qui ont signé le texte Martinet. Il nous paraît grave au demeurant que la déclaration de la G.R. passe ce dernier texte sous silence. Tout se passe comme si l'on voulait l'oublier :

— d'une part de justifier sa pratique par celle des autres,

— d'autre part, parce qu'il est difficile de prouver que « le groupe Rocard cherche à mettre le parti à la remorque de l'union de la gauche », quand le B.N. condamne précisément une initiative qui risquerait d'engager un tel processus !

Il est également inadmissible de publier une motion sur la G.R. (différente d'ailleurs du texte adopté !) en oubliant de citer la résolution sur la démocratie

interne dont elle n'est que l'application et qui réaffirme solennellement les droits de tendance et d'expression collective dans le parti.

L'existence même de ce bulletin (comme des deux précédents) montre l'effort du B.N. pour permettre l'information et l'échange. Que l'on compare avec le passé !...

Les « camarades de la G.R. » en appellent à la solidarité contre la répression et contre le « groupe Rocard ». Ils s'efforcent ainsi de placer sur le terrain de la « bureaucratie » un acte politique qui les ennuie. Nul n'ignore en effet que, parmi les militants de la G.R., deux courants se sont affrontés depuis un an : l'un entend travailler comme tendance à l'intérieur du parti et il fut majoritaire dans la préparation du congrès, l'autre a choisi de travailler en marge du parti pour construire une autre organisation en bénéficiant dans l'immédiat des moyens pratiques que donne le P.S.U. : cette position est devenue majoritaire après le congrès, lors de l'A.G. des 25 et 26 septembre 1971.

En lançant un rideau de fumée sur leurs positions politiques, les camarades de la G.R. espèrent sans doute maintenir leur unité. Dans la période actuelle où le parti doit se renforcer pour prendre des initiatives publiques autonomes face à celles du P.C. ou du P.S., il n'est pas pensable que l'unité du parti soit mise en cause par des jeux tactiques internes à la G.R. Que chacun prenne donc ses responsabilités, au lieu de se réfugier derrière des polémiques stériles et des appels à une sorte d'unité d'oppositions parlementaires face à un gouvernement Rocard !... Pour sa part, le B.N. a pris les siennes, malgré les difficultés malgré les critiques inévitables : aux camarades de la G.R. de prendre aujourd'hui les leurs.

La G.R. est-elle, oui ou non, une organisation politique autonome ? Le bureau national s'engage à publier dans tout le parti la réponse à cette question.

Au demeurant, nous enregistrons un élément positif dans la déclaration des « camarades de la G.R. ». Ils semblent constater que la ligne défendue au congrès par Michel Rocard, soutenue par la majorité

et qu'ils estiment aujourd'hui trahie (?), n'avait rien à voir avec une formule de soutien à « l'union de la gauche ». Ils contredisent ainsi la phrase de la résolution de leur assemblée de septembre qui disait :

« Tout cela est encore aggravé par la victoire de Rocard au congrès de Lille qui aboutit à remettre en cause concrètement le début d'insertion du P.S.U. dans le camp révolutionnaire qui s'était manifesté ces derniers mois, et entraînera d'une façon quasi inéluctable, le ralliement au front d'unité de la gauche, tout en pratiquant une politique de parasitage de celui-ci. »

Nous prenons acte de cette contradiction. Elle peut signifier qu'en appartenant au P.S.U., les militants du G.R. reconnaissent :

1) qu'il existe une majorité, donc une loi du parti,

2) que cette majorité n'est pas réformiste.

Au congrès de Dijon, Alain Badiou avait estimé que la lutte des classes passait d'abord au sein du P.S.U. Quelques mois après, il le quittait avec quelques autres militants pour fonder l'U.C.F. Il le fit en toute clarté et en toute honnêteté. Qu'en est-il pour la G.R. ? La lutte des classes passe-t-elle à ses yeux d'abord à l'intérieur du parti ? Est-elle une nouvelle U.C.F. ? Un autre groupe politique ? Une tendance du P.S.U. ? Qui peut répondre, sinon les militants concernés ?

Une dernière remarque : les sections d'entreprise, que les militants soient ou non syndiqués et à quelque centrale qu'ils appartiennent, du moment qu'elle est sur une base de classe, ont besoin de l'autonomie d'expression au sein du parti. Est-ce de cette autonomie qu'il s'agit lorsqu'on lit dans le bulletin G.R. numéro 6 (page 4) : « constitution de coordinations régionales des militants entreprises G.R. - m. l. - 5, etc. C'est une initiative prioritaire à laquelle devraient tout de suite s'atteler les groupes régionaux G.R. ». En fait, beaucoup de militants ouvriers révolutionnaires souhaitent leur autonomie, face à la pression maldroite de certains groupes étudiants qui

les mettent parfois en situation difficile. Que sont devenus nos camarades de Caterpillar ? Qui les a séparés de la masse des travailleurs au point de les amener à cesser leur activité militante ? Ce n'est pas l'équipe fédérale de l'Isère soutenue par les militants d'entreprise et animée par un militant ouvrier, secrétaire fédéral. N'est-ce pas plutôt d'autres camarades qui par une hâte excessive à faire l'expérience de batailles frontales ont brisé la section d'entreprise ?

C'est ce débat qu'il faut ouvrir dans le parti : en se contentant de clouer au pilori tel ou tel camarade, les militants de la G.R. ne facilitent pas le débat. En ne citant aucun nom, le Bureau National a montré plus de circonspection. Une fois de plus, que la G.R. se déclare : veut-elle entretenir une guerre de chapelle ou entend-elle mener une bataille politique dans le parti, comme il doit s'en mener au P.S.U. pour mieux l'orienter dans la voie révolutionnaire ?

Cette réponse s'adresse à l'ensemble des militants de la G.R. qui ne recevront personnellement aucune espèce de mise en demeure. Il est souhaitable qu'ils répondent en termes politiques. A défaut, c'est en fonction de la pratique que se jugera le fait que nous appartenons à deux organisations politiques distinctes ou à la même.

N.B. — Sur le « Groupe Rocard », faut-il rappeler qu'à la réunion de la D.P.N. qui a suivi immédiatement le congrès, neuf camarades seulement sur dix-sept ont été élus au Bureau National. Les courants minoritaires ont été invités à réfléchir sur leur participation. En septembre, des commissions de la D.P.N. ont été désignées, mais les minoritaires ont refusé de participer au B.N. En novembre, pour des besoins impératifs de fonctionnement du parti, le B.N. a été élargi à cinq autres camarades de la majorité. La minorité s'est refusée à nouveau à participer. Michel Rocard a rappelé que le nombre de dix-sept (susceptible d'être élargi) n'était toujours pas atteint : la minorité restait invitée à proposer des candidats au B.N. Où est donc « le Groupe Rocard » ? □

# La rencontre nationale des Centres d'Initiative Communiste

Les Centres d'Initiative Communiste ont tenu leur deuxième rencontre nationale à Paris les 20 et 21 novembre 1971. La déclaration publiée à l'issue de leurs travaux, dont nous donnons ici de longs extraits, nous paraît particulièrement importante ; elle montre :

— La convergence des analyses des C.I.C. et du P.S.U. sur la situation politique et sociale comme sur l'évolution et les positions du P.C.F.

— La nécessité de rendre l'initiative aux masses.

— Le besoin d'une « élaboration politique » à la base pour le développement des luttes et l'affirmation du projet socialiste.

En particulier, le P.S.U. doit se féliciter de l'appel à la création de « comités d'unité populaire » de lutte pour le socialisme qui s'apparentent aux comités d'initiative populaire que la D.P.N. a souhaité, les 11 et 12 septembre, voir se développer largement. Lors de sa prochaine rencontre avec une délégation du C.I.C., le Bureau National du P.S.U. ne manquera pas de l'interroger sur le projet de conférence nationale qui est susceptible de rejoindre nos perspectives d'action pour l'élaboration du programme révolutionnaire.

... Travailler à la rénovation théorique et pratique du communisme afin d'en refaire, dans les nouvelles conditions de la lutte des classes, le pôle de toutes les forces révolutionnaires dans le monde, capable de recréer la solidarité internationale et anti-impérialiste de tous les exploités et de tous les opprimés, de définir et de mettre en œuvre une nouvelle stratégie révolutionnaire, d'animer dans les pays capitalistes avancés le combat contre une société en pleine décomposition et pour la victoire du socialisme ; c'est, pour tous les militants communistes, pour tous les révolutionnaires, une responsabilité historique.

La deuxième rencontre des C.I.C. réaffirme que cette rénovation est l'objectif fondamental que poursuivent et poursuivront ses militants.

La reconstitution d'un mouvement communiste unifié sur une base démocratique et révolutionnaire est une impérieuse nécessité pour la sauvegarde de la paix, pour l'édification d'un véritable front anti-impérialiste et pour la victoire du socialisme...

... Les C.I.C. se déclarent prêts, pour leur part, à soutenir toute initiative qui pourrait contribuer à surmonter la crise du mouvement communiste.

\*  
\*\*

En France, tant sous l'effet des contradictions interimpérialistes que par le développement des contradictions internes, la situation politique et sociale ne cesse de se dégrader.

Cependant, la combativité des travailleurs s'accroît, et leurs formes de luttes se radicalisent (occupation prolongée des locaux de travail, séquestrations et même sabotages, etc.) ; l'emploi parfois inadapté de telle ou telle forme est la conséquence du blocage imposé par certaines directions syndicales qui s'opposent à l'élargissement et à la coordination des luttes.

Ces luttes d'une manière plus ou moins consciente tendent à une remise en cause globale du capitalisme.

La classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs ont à faire face à la pression redoublée du patronat et de l'Etat contre leurs conditions d'existence. Les travailleurs subissent directement les répercussions de la politique économique et monétaire de la bourgeoisie française fondée sur la défense du franc...

... Si, comme le dit Ségué, le problème est de trouver des solutions qui ne compromettent pas « l'équilibre économique et monétaire du pays » et qui soient « acceptables par les deux parties », on s'engage, malgré ses dénégations, dans la voie de la

collaboration de classe. C'est la conséquence logique de l'appui donné à la politique monétaire du pouvoir qui, dans son fond, n'est autre que la défense des positions de l'impérialisme français.

Nous retrouvons ici toutes les caractéristiques de la politique « nationale » de la direction du P.C.F. qui scelle, en profondeur, son alliance avec la bourgeoisie française dirigeante, dans la mesure où celle-ci peut être amenée à appuyer les positions de l'Union soviétique sur le plan international...

... En bon manager des intérêts supérieurs de la bourgeoisie française le président de la République a lui-même préparé la voie à une majorité de rechange. L'opposition centriste et « réformatrice » n'est pas la seule à s'offrir comme alternative dans le cadre du système. Des combinaisons peuvent se nouer avec une partie de la majorité actuelle, avertis bien qu'avec tout ou une partie de l'opposition de gauche. Même une victoire, d'ailleurs incertaine, de la gauche aux prochaines élections législatives est récupérable par le système dans la mesure où l'union recherchée ne serait pas le combat des masses rassemblées pour imposer une alternative socialiste, mais seulement un accord entre directions politiques pour mener une bataille électorale. Le « programme de gouvernement » sur lequel s'est cristallisée l'action de la direction du P.C.F. — même au cas où il serait accepté par le Parti socialiste — n'est pas la clef magique ouvrant aux forces socialistes les portes du pouvoir.

\*  
\*\*

C'est dans ce contexte qu'apparaissent et se développent des modifications de structures de masses laborieuses. C'est à l'entreprise en premier lieu que celles-ci peuvent prendre conscience de ce phénomène, de son existence et de sa nature. De ce fait le travail des militants à l'entreprise prend une importance de plus en plus grande.

Il ne s'agit plus seulement de rassembler les travailleurs autour de revendications immédiates. Il appartient aux militants organisés dans leurs sections syndicales ou politiques d'entreprises, d'étudier les rapports de classe tels qu'ils en font l'expérience dans leur évolution, et par là même d'aider et d'accélérer celle-ci.

Ainsi se définiront plus clairement les rôles respectifs de la section syndicale et de l'organisation politique. Ainsi s'orienteront-elles vers la conquête du socialisme sans que nul tente jamais d'imposer aux

masses des orientations décidées en dehors d'elles.

Une ligne révolutionnaire adaptée à toutes les conditions de la société actuelle, nécessite un approfondissement théorique, s'inspire des acquis de la pensée marxiste, des traditions de la lutte de classes et de ses organisations, mais aussi l'appel à l'initiative immense des masses.

D'organisme de décision pour les travailleurs, les syndicats et partis ouvriers doivent redevenir les instruments et les moyens de décisions par les travailleurs. L'essentiel de l'initiative doit être rendu aux masses en vue de promouvoir la gestion des entreprises par les producteurs...

... Mais, alors que l'aspiration socialiste se fait jour partout en France, les principales formations de gauche s'orientent vers une politique d'unité à caractère électoraliste.

La rencontre nationale des C.I.C. appelle les militants communistes et tous ceux qui luttent pour le socialisme, à s'élever contre une politique qui, sous une étiquette trompeuse, aboutit à paralyser les forces militantes de la classe ouvrière.

## Réponse aux camarades Gallus et Kertudo

# Nous sommes tous des conducteurs de métro

Parce que les conducteurs de Métro ont essayé de se battre sur leurs positions et ont échoué, un vaste concert se développe pour les condamner et les mettre plus bas que terre.

Chaban-Delmas, les C.D.R., « le Figaro » ne suffisent pas, il faut que d'autres voix fassent chorus, y compris dans notre Parti. Car il paraît que c'est faire preuve de courage et lutter contre l'opportunisme que... de hurler avec les loups !

Dans cette grève, le premier des devoirs était d'être dedans, du côté des travailleurs et contre l'Etat-patron. Nous n'avons pas à « tirer sur tout ce qui bouge », car nous ne sommes pas chasseurs mais gibier. Quand Renault est en grève, nous sommes tous des O.S., quand le Métro est en grève, nous sommes tous des conducteurs de train. Voilà la première des règles d'une ligne prolétarienne.

Ensuite, mais ensuite seulement, le devoir fondamental des révolutionnaires : « dire la vérité, même si elle est amère » peut être fait.

Car c'est vrai, les conducteurs ont fait des fautes graves : ils n'ont pas fusionné leurs revendications avec celles de toute la R.A.T.P., puis avec celles des usagers ; ils ne se sont pas expliqués et surtout ils ne se sont pas donnés les moyens de leur lutte : pas de comité central de grève, pas d'entrée des usagers dans le comité, pas de système rapide de liaison sommet-base, confiance trop aveugle au Syndicat autonome, puis, après le rejet de ses conclusions, pas de solution de rechange trouvée.

Or il n'est pas vrai que personne n'ait mis en garde les conducteurs... Ils savent aujourd'hui que ce que courageusement le syndicat C.F.D.T. leur a dit était juste... Mais si ce syndicat peut tirer les leçons et le dire, c'est qu'il était dans l'action.

De même le Groupe P.S.U. de la R.A.T.P. a tout de suite essayé de faire son travail parmi les travailleurs du réseau de surface en essayant d'étendre la grève. Ensuite il a mené la lutte contre les menaces qui pèsent sur le droit de grève. Là aussi le Groupe peut aujourd'hui tirer le bilan et le dire à haute voix, car il l'a payé assez cher.

Enfin les comités d'usagers se sont mobilisés le mieux possible, peut-être pas assez vite, mais sur la même base de solidarité. S'ils ont des observations à faire, elles seront entendues, car face à l'hostilité de la presse, des radios, etc. ils ont

Elle les appelle à faire triompher dans l'action une véritable politique d'unité, dans la lutte de masse contre le régime et pour un socialisme sous le contrôle des travailleurs.

Dans la perspective d'un Front de lutte pour le socialisme, les Centres d'initiative communiste appellent les militants à constituer partout, dans les entreprises, les établissements d'enseignement, les quartiers, des comités d'unité populaire de lutte pour le socialisme.

Ces comités se donneront une triple tâche : rassemblement des forces, élaboration politique et organisation des luttes.

En coordonnant leur action, ils offriront à la classe ouvrière, à l'ensemble des travailleurs, les instruments unitaires et efficaces de la bataille pour le socialisme.

La II<sup>e</sup> rencontre nationale des C.I.C. mandate le Comité politique national pour prendre toutes les initiatives nécessaires à la mise en œuvre d'une campagne nationale sur les problèmes de l'unité et pour aboutir prochainement à la tenue d'une conférence nationale des partisans de l'unité populaire pour le socialisme...

pu créer un petit courant de sympathie pour les grévistes.

Mais le camarade Gallus qu'a-t-il fait ? à part approuver la censure sur l'article fait par le groupe R.A.T.P. du P.S.U. et le choix d'un article d'un journaliste, Ferlus, dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il sonnait creux !

Et le camarade Kertudo ? Où est le bilan de son action ? dans quelle structure collective s'est-il battu ?

La grève du Métro, grève thrombose typique, pose le problème de cette forme d'action et en particulier la nécessité d'une couverture faite de la solidarité des autres travailleurs et, ici, des usagers. Déjà la grève des pistoleurs de Peugeot, des travailleurs des ponts de la sidérurgie lorraine, etc. comme celle des O.S. du Mans ont mis à jour les conditions du succès et les erreurs à ne pas commettre.

Donner des leçons abstraites ou jouer les intransigeants avec la peau des autres ne mène à rien.

Mais développer et expliquer au contraire notre ligne visant au rassemblement autour de tels conflits d'un vaste mouvement politique de masse (ici seul moyen d'éviter la défaite), et ceci au travers d'actions réelles et en laissant s'exprimer les intéressés (ce qui, pour nous, dans notre naïveté, est la moindre des choses), voilà l'autre façon plus correcte à notre avis de se comporter.

Cela pourrait s'écrire d'une autre manière ; à la différence des camarades Gallus et Kertudo, nous avons, nous, choisi dans la lutte de classe, le camp du prolétariat.

Y. Bucas, G. Praxelle-Marius, A. Behar.

1<sup>o</sup> Si nous avons bien compris, nous sommes tous des médecins, des flics, des commerçants (CID-UNATI), ou des jockeys, quand ils se mettent en grève.

2<sup>o</sup> Si nous avons bien compris, seuls les médecins, les flics, etc., ont le droit de se poser des questions sur leurs grèves. Car malgré le 1<sup>o</sup>, aucun camarade du parti n'est ni médecin, ni flic (sauf quelques membres du B.N.).

3<sup>o</sup> Pour l'appréciation sur le fond du problème de la grève du métro, nous renvoyons à ce qu'en dit la tribune en page 1 « Luttons contre le réformisme » qui a été écrite exclusivement, comme chacun sait, par des participants actifs à la grève.

J. Gallus

# Où en est le maoïsme ?

Robert Chapuis

Pendant des années, sous la conduite de Maurice Thorez et au nom du léninisme, le P.C.F. a enfermé dans son carcan politique et idéologique non seulement les militants communistes mais aussi tous ceux qui naissaient à une conscience révolutionnaire. Le « progressisme » s'est bâti sur cette idée que l'on ne pouvait pas être révolutionnaire si l'on n'était pas dans le P.C.F. ou à ses côtés, à son service.

Pour beaucoup de militants, la lutte anticolonialiste fut une première libération. Paralysé par ses contradictions surtout lors de la guerre d'Algérie, le P.C.F. perdait une partie de son rôle dirigeant. C'est d'ailleurs dans ce contexte que naquit le P.S.U. Après 1962, au moment où cessaient les grandes guerres coloniales, apparaissait une situation nouvelle. Refusant de s'inféoder aux intérêts de l'U.R.S.S., le communisme chinois prenait son autonomie et devenait le pôle d'une nouvelle forme de communisme international, en relation avec les luttes de libération des pays du tiers-monde. La politique de Khrouchtchev, en donnant la priorité au développement économique de l'U.R.S.S., laissait libre cours à des forces centrifuges, sévèrement bloquées dans les pays de l'Est, mais moins contrôlées dans d'autres pays : ainsi le P.C. italien devenait-il à son tour un pôle de référence pour tout un courant révolutionnaire.

## Une nouvelle référence

Le mouvement communiste était remis en question sur une base révolutionnaire, ce que le sectarisme trotskyste n'avait jamais permis de réaliser. Au courant italien, au courant chinois (P.C.M.L.F.), s'ajoutèrent d'autres courants qui remontaient aux sources du marxisme pour dénoncer le « révisionnisme » des P.C. soumis au P.C.U.S. ou pour retrouver d'autres composantes du mouvement communiste, celle de Rosa Luxemburg notamment. Néo-léninistes ou avant tout anti-autoritaires, ces courants faisaient leur unité dans la lutte anti-impérialiste et la dénonciation de la coexistence pacifique.

La référence « maoïste » correspondait en réalité à des pratiques et à des orientations fort différentes. Mais elle l'emporta bientôt sur toute autre. La révolution culturelle prolétarienne en Chine semblait apporter une réponse à la crise de notre propre société, à un moment surtout où la crise de l'Université et de l'idéologie bourgeoise devenait de plus en plus visible. De façon quelque peu mystique, le maoïsme tendait ainsi à constituer l'idéologie révolutionnaire capable de se substituer à l'idéologie moderniste et bureaucratique du P.C.F. de plus en plus engagé dans la voie du réformisme. Son influence s'accrut d'autant plus que l'information sur

la situation réelle en Chine restait assez mesurée. Le maoïsme devenait, sous des formes multiples, une « utopie » créatrice capable d'entraîner l'adhésion de nombreux jeunes qui en avaient « ras le bol » de la société capitaliste et de son émule soviétique.

## Un courant positif

A travers le mouvement de Mai 68 et les temps qui suivirent, le courant maoïste participa ainsi positivement au développement du mouvement révolutionnaire :

- critique du P.C.F., non seulement sur sa démocratie interne mais sur les fondements de sa stratégie, de son idéologie, de son organisation ;

- volonté de faire apparaître une nouvelle extrême-gauche par rapport à un P.C.F. qui devait se justifier de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie ;

- dépassement des revendications corporatives dans la classe ouvrière pour remettre en cause le mode de vie des gens : « changer la vie » ; au-delà de la lutte économique, il faut mener le combat révolutionnaire sur les terrains politiques et idéologiques ;

- unité des diverses couches qui subissent de plein fouet l'exploitation capitaliste : étudiants-travailleurs ; étudiants-immigrés ; étudiants-paysans ; solidarité des jeunes ; mouvement des femmes ;

- nouveaux modes d'action et d'organisation : action de masse et non jeu représentatif, comités de lutte, réaliser tout de suite ce que l'on revendique et ne pas attendre que le patron l'octroie.

Même s'il fut apporté parfois avec brutalité ou sans discernement, ce sang nouveau a revigoré le mouvement ouvrier et contribué à lutter contre les résurgences de la social-démocratie. Néanmoins, ce mouvement a comporté aussi des aspects négatifs :

- d'une part l'origine intellectuelle et bourgeoise de nombreux militants était compensée par un ouvriérisme confus qui s'appuyait alternativement sur « les luttes ouvrières » et les luttes du « peuple » sans tenir compte des bases de classe propres à notre société : le langage par exemple retrouvait les mots « populaires » de jadis, sans toujours faire le partage entre l'image et la réalité présente, d'où un simplisme désespérant et fausement concret ;

- d'autre part, en se mettant au service du peuple, les intellectuels maoïstes risquaient de se substituer aux travailleurs eux-mêmes par le canal de l'organisation. C'est pour lutter contre ce risque que V.L.R. décida de se dissoudre, tandis que les militants réunis autour de la Cause du Peuple, continuaient de maintenir leur organisation, quitte à ne pas être d'accord entre eux sur son rôle.

## Le dessin de Brice



## Les risques de marginalisation

Les contradictions se sont amplifiées avec la crise du système capitaliste lui-même. L'acuité de cette crise entraîne en effet des bouleversements au niveau des masses elles-mêmes : la peur qu'éprouve la bourgeoisie a conduit au renforcement du régime, tandis que pour les travailleurs, la dureté croissante de leur exploitation les conduit souvent à rechercher avant tout leur unité et à soutenir les forces les plus puissantes (P.C.F. en particulier).

Dans cette situation, les militants maoïstes qui tirent leur force de l'action de masse, risquent de se « marginaliser » et de perdre tout contact avec les réalités. Eclatant en groupes multiples, soumis à la répression la plus rude, ils ne parviennent plus à maintenir le débat politique entre eux et avec les autres composantes du mouvement révolutionnaire. Les problèmes d'appareil deviennent essentiels et les jeux d'organisation renforcent l'incompréhension (cf. l'affaire Fofana).

Le triomphalisme, nécessaire pour tenir, risque d'empêcher toute auto-critique et les derniers événements qui concernent la Chine (politique Chou-en-Lai, élimination de Lin Piao, problème du Bengale...) rendent encore plus confuse la référence maoïste.

Avec courage, des militants s'implantent dans les entreprises. Ils abandonnent ainsi l'Université aux courants réformistes et se coupent de toute « base arrière ». Avec l'ardeur de nouveaux missionnaires, ils entrent en lutte contre les structures traditionnelles du mouvement ouvrier, les syndicats principalement. Beaucoup se sont aperçus qu'ils risquaient ainsi de se couper des masses comme des militants ouvriers les plus conscients. Ils remettent alors en cause leur propre pratique mais la cohérence des groupes, divisés sur ces questions, est mise à rude épreuve. Des commandos

de la N.R.P. ou front démocratique, de la « base ouvrière » ou « front de libération des jeunes », des groupes simplement coordonnés à la construction d'une organisation nationale, les militants maoïstes se retrouvent aujourd'hui sur des positions si différentes qu'on peut se demander si la référence maoïste garde ici un sens.

Peu importe au demeurant. Seule compte la capacité du mouvement révolutionnaire à s'inscrire dans le mouvement même des masses.

## Le sens de nos initiatives

Telle est la tentative du P.S.U. Elle implique que le P.S.U. soit capable de prendre des initiatives que puissent rejoindre les militants d'autres organisations révolutionnaires, comme d'autres militants politiquement inorganisés. Cette capacité d'initiative repose sur le dynamisme du parti tout entier. Pour cela, le P.S.U. doit dépasser à la fois sa propre tradition, c'est-à-dire le jeu des tendances de type parlementaire nées à l'occasion d'un congrès qui n'ont souvent rien à voir ensuite avec les tendances réelles du parti, et éviter de succomber aux contradictions actuelles du mouvement révolutionnaire. On rejoint ici le problème de la G.R. Il faut que les militants qui se réfèrent à ce sigle disent clairement s'ils entendent constituer une nouvelle organisation nationale ou former une tendance dans le P.S.U. en y respectant le minimum de règles démocratiques. L'apport du courant maoïste a été essentiel pour inscrire le P.S.U. dans la voie révolutionnaire. Le rôle du P.S.U. peut être aujourd'hui essentiel pour permettre au courant maoïste de surmonter ses contradictions. C'est aux militants de la G.R. de dire si leur action et leur organisation doivent se faire dans le P.S.U. ou en dehors. Il n'est pas possible qu'ils soient organisés à la fois dedans et dehors, sinon chaque militant n'aurait plus qu'à signaler sa double appartenance à telle ou telle autre organisation et c'en serait fini du parti socialiste unifié. Qui ne le comprend ? □

# Les lycéens reprennent la lutte

Groupe lycéen P.S.U.

« Les gauchistes ont attaqué, sans succès, les parents du syndicat autonome, pendant leurs élections au conseil d'administration samedi. »

« Les fascistes ont attaqué Montaigne à deux reprises mercredi... » Ces deux nouvelles ont suffi à créer un climat d'agitation au lycée Montaigne (Paris 6<sup>e</sup>) et à provoquer la suspension de 3 camarades à la suite d'un meeting contre la circulaire Guichard qui s'est tenu devant 300 lycéens le vendredi 19 novembre. Des signes d'agitation ont également pu être observés aux lycées Jean-François Millet (Cherbourg), Louis-le-Grand et Decours (Paris), à Nantes, etc., depuis la rentrée.

## La circulaire Guichard

Le pouvoir avait pourtant pris les mesures de reprise en main nécessaires pour ne pas être affronté à un mouvement lycéen analogue à celui de l'an dernier (affaires Guiot et Guionnet, conseil de discipline « massif » de Louis-le-Grand, mouvements de province). La circulaire confidentielle que le ministre de l'Éducation nationale a envoyée aux proviseurs pendant les vacances de la Toussaint est la mesure la plus significative de cette reprise en main après le retour à l'ancienne notation, aux anciens contrôles, après la participation.

Cette circulaire interdit les grèves, les assemblées générales, recommande la fermeture du lycée en cas « de mouvements de ce genre » et la réinscription individuelle sur promesse écrite et signée des parents et des lycéens d'assister à tous les cours ; elle rappelle qu'il existe des moyens « réglementaires » d'exprimer des revendications : la participation ! (« Le Monde », 4 novembre 1971). Le ton général est dur : on dirait un document d'état-major militaire ; les mots significatifs sont : interdire - s'abstenir de toute discussion - exécuter cet ordre - fermeture - évacuation - contrôle...

D'autre part, l'amalgame entre grève, mouvement lycéen et absentéisme est utilisé comme s'il s'agissait d'une évidence incontestable.

Cette circulaire prescrit donc une répression vigoureuse.

À Montaigne et ailleurs, les lycéens ont montré qu'ils n'entendaient pas se laisser arracher toute liberté d'expression et d'action politique.

## Dès le mercredi 24

En effet, la grève active a été déclarée jusqu'au conseil de discipline, et jusqu'ici le pouvoir n'a pas osé frapper : le lycée est toujours ouvert. Les vigiles universitaires (police intérieure en uniforme destinée aux facultés) ont fait leur apparition dans l'après-midi du mercredi 24, mais les lycéens ayant

refusé l'affrontement et les profs ayant décidé de suspendre leurs cours, le recteur a jugé préférable de les retirer.

Les lycéens ont créé un comité de lutte permanent ; ils ont pris des contacts avec le S.N.E.S. local et la fédération Cornec de parents d'élèves ; ils ont élargi le mouvement par des interventions dans les classes.

Ils ont diffusé un tract d'information dans le quartier ; les lycéens ont surtout organisé la solidarité avec d'autres lycées de Paris et de banlieue en appelant leurs camarades à lutter contre l'application de la circulaire Guichard dans leur établissement, en créant des comités de lutte et en dénonçant le procès politique que représente le conseil de discipline du lundi 29 novembre au cours duquel seront probablement exclus nos trois camarades. Ce mouvement de solidarité et d'élargissement de la lutte doit encore s'étendre.

## Les militants du P.S.U.

Par leur action unitaire avec les autres révolutionnaires, veulent donner un sens réellement politique au mouvement lycéen : en montrant que la répression à l'intérieur des lycées n'est que le complément de la répression dans la rue et dans l'entreprise ; en montrant pourquoi le pouvoir veut couper les lycées « classiques » des C.E.T. ; en montrant le rôle politique de l'enseignement, de sa structure comme de son contenu ; en montrant enfin la convergence des luttes extérieures à l'enseignement et des nôtres contre le même pouvoir bourgeois (1).

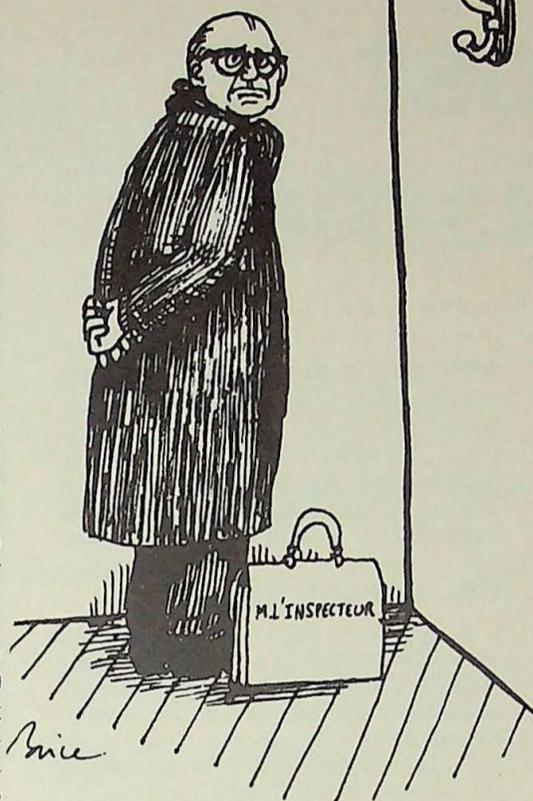
Nous voulons aussi, en mettant à profit notre modeste formation, donner une tactique sérieuse aux luttes où nous sommes engagés : quand déclencher la grève ? Comment tenir une A.G. ? Quels rôles donner aux commissions de discussion ? etc.

Pour atteindre ces objectifs, nous devons nous donner une formation théorique et pratique de plus en plus complète, mais nous devons aussi nous structurer aux niveaux régional et national de façon à coordonner nos campagnes et nos luttes, à organiser la formation. Ce travail a été commencé à Paris, en Bretagne, en Lorraine, et dans toute la France : des A.G. régionales auront lieu, et nous espérons aboutir à des assises nationales pour les vacances de Pâques.

Ce qui donnera au mouvement lycéen des militants, qui n'auront pas pour but de renforcer leur organisation, mais qui lutteront pour un mouvement lycéen uni et fort contre la répression du pouvoir et contre l'oppression de l'école capitaliste.

(1) Demandez le rapport lycéen P.S.U. du stage d'Antony, au siège du parti - 1 F.

## En bref



# Lutte contre l'inspection générale

L'action menée dans de nombreux lycées parisiens et en province afin de refuser l'inspection dans le Secondaire s'étend. Une cinquantaine d'enseignants du lycée Romain-Rolland (Paris) ont déclaré récemment qu'ils refusaient de se plier à l'inspection sous sa forme traditionnelle.

Un autre professeur, Alain Le Disloquer, professeur de Lettres classiques au lycée de Pont l'Abbé (Finistère) avait refusé en mai dernier de recevoir un inspecteur dans sa classe « pour manifester, affirmait-il, son désaccord profond avec l'esprit et les modalités de l'inspection ». Le 8 novembre dernier, il a comparu pour ce refus, devant le Conseil académique de l'Académie de Rennes. Aux termes de ces délibérations, aucune sanction n'a été prononcée contre M. Le Disloquer. Or, le recteur d'Académie, président du Conseil académique, a annoncé qu'il ferait appel de cette décision devant le Conseil supérieur de l'Éducation nationale. Curieux, n'est-ce pas ?

## Démission d'une doyenne

« Je ne veux plus paraître cautionner la politique actuelle de l'éducation (...). Je ne veux plus vivre dans l'incohérence politique. » Le mercredi 17 novembre, Mlle Michèle Bordeaux, doyenne de la faculté de Droit de Nantes, présentait sa démission au conseil de faculté.

Dans une lettre de quatre pages, affichée au secrétariat de la faculté, elle explique nettement pourquoi elle renonce à cette fonction que nombre d'enseignants considèrent comme le couronnement d'une « carrière ». Et à laquelle quatre femmes seulement ont accédé.

Ces « honneurs », Mlle Bordeaux n'en a cure. Parce qu'elle est fortement « non conformiste », comme on dit dans la bonne bourgeoisie de Nantes. Songez, elle vit en « communauté », dans une grande maison blanche qu'elle partage avec trois couples !

### La lutte doit-être collective

Sa démission n'est pas le fait d'une lassitude devant une tâche administrative lourde et inutile. Elle est un refus politique. « L'université non technologique, dont les « produits » ne sont pas immédiatement rentables en terme d'efficacité professionnelle, est condamnée à plus ou moins longue échéance (...). Cet état de fait provoque la réduction ou même la négation de la fonction de recherche des enseignants du supérieur. La qualité de leur enseignement ne tardera pas à s'en ressentir (...). En l'absence de personnel compétent, les notables locaux pourront enseigner leurs enfants dans l'esprit de tradition qui fait les bons sujets sans autonomie de réflexion », explique-t-elle.

La résistance à cette politique gouvernementale ne peut être le

fait d'un individu, si « haut placé » soit-il, estime Mlle Bordeaux. Il faut qu'elle soit « collective ». « Il nous faudra tous refuser systématiquement les suppléments de service et s'engager corrélativement à effectuer un sérieux travail de recherche collective d'un haut niveau théorique », estime-t-elle. « Je ne veux plus me charger de responsabilités qui permettent aux enseignants et aux étudiants de fuir les leurs... »

En même temps qu'elle refuse la « dépendance de l'université à l'égard du système économique actuel », Mlle Bordeaux refuse d'être « de ces femmes-alibi qui servent de justification au maintien de toutes les autres dans la dépendance. » Dans un monde « organisé, pensé par les hommes et pour eux », la résistance, là encore, doit être collective.

Mlle Bordeaux ne veut plus être l'une de ces quatre femmes doyens qui servent à montrer que « c'est possible ». Ni l'un de ces responsables « de gauche » qui témoignent du « libéralisme » gouvernemental !

« Cette reconnaissance de quelques-uns, peu nombreux, est fondée sur la non-reconnaissance de tous les autres, sur l'oppression de tous les autres. »

C'est ce qu'elle refuse.

J. Giraud

## Sauver T.S.

4<sup>e</sup> initiative :  
Vente de collections  
anciennes de T.S.

En bref

# Défendons Yves Leborgne

*Nous reproduisons ici l'appel du Comité de soutien à Yves Leborgne, en grève de la faim illimitée pour demander sa réintégration en Guadeloupe.*

Depuis 1961, Yves Leborgne a été exilé de son pays, la Guadeloupe, où il enseignait comme professeur au lycée de Pointe-à-Pitre.

Aucune inculpation, aucune procédure à son encontre, pas de délit, même pas de grief formulé. Aucune faute professionnelle ne lui fut reprochée et il n'eut pas de possibilité de défense.

Cette décision a été notifiée par le Préfet de la Guadeloupe, en application d'une ordonnance du 15 octobre 1960, se référant elle-même à la loi du 4 février 1960, relative au maintien de l'ordre et à la pacification de l'Algérie.

Plus d'une vingtaine d'enseignants des départements d'Outre-Mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion) subirent alors le même sort.

Dix ans après le professeur Yves Leborgne, exerçant actuellement au lycée Carnot de Cannes, se voit toujours interdire la possibilité d'enseigner en Guadeloupe, où se trouvent sa femme et ses enfants. (Véto du Secrétariat d'Etat aux Départements d'Outre-Mer.)

Devant la situation inhumaine qui lui est imposée, Yves Leborgne a entrepris une grève de la faim illimitée.

Un Comité de défense d'Yves Leborgne s'est constitué à Cannes, formé d'hommes et de femmes de tous horizons qui se sentent le devoir de s'opposer à la prolongation d'une mesure injuste et arbitraire.

Ce Comité vous demande instamment de soutenir Yves Leborgne :

- notamment en donnant votre adhésion au Comité (écrire : Comité de défense d'Yves Leborgne, lycée Carnot - Cannes),
- en le soutenant financièrement, même d'une façon modeste (virements au C.C.P. 309-34, Dijon : M. Pidancet),
- en répondant à tous ses appels ultérieurs.

# Lutte anti-fasciste à J. B. Say

Le 24 novembre sont appelés à comparaître devant le tribunal pour enfants six lycéens de J.-B. Say sous les chefs d'inculpation suivants : coups et blessures, outrages à fonctionnaires dans l'exercice de ses fonctions. Ce procès a lieu à la suite d'une affaire qui il y a huit mois suscita une certaine agitation dans le milieu lycéen. A la suite du meeting d'« Ordre Nouveau » le 9 mars dernier, une échauffourée a lieu à l'intérieur du lycée entre des militants d'« Ordre Nouveau » et des anti-fascistes. Le lendemain six lycéens sont arrêtés à leur domicile dont l'un d'eux est écroué à Fleury Mérois. Sous la pression d'un large mouvement de grèves après une manifestation de plus de 2.000 personnes, et la fermeture du lycée par le recteur, devant une agitation croissante, le lycée fut libéré. Aujourd'hui le pouvoir cherche à imposer le rétablissement de l'ordre moral en restaurant une répression accrue à l'intérieur des lycées, comme le montre la diffusion récente de la « circulaire confidentielle Guichard ». Il veut étouffer tout mouvement revendicatif ; pour cela il n'hésitera pas à renvoyer les « meneurs » et à fermer l'établissement si le mouvement s'étend (comme aux lycées J. Decour et J.-F. Millet à Cherbourg). Face à la répression orchestrée par Guichard et Marcellin nous devons montrer notre volonté de briser toute tentative de mise au pas.

- Comité de soutien de J.-B. Say.
- Groupe de parents d'élèves des lycées du 16<sup>e</sup>.
- Les organisations du 16<sup>e</sup> : C.F.D.T. Comité rouge J.-B. Say. F.E.N. Groupe libertaire Germinal Ligue communiste. Ligue des Droits de l'Homme. P.S. P.S.U. Secours rouge.

*En excluant trois lycéens de Montaigne, les adjudants de carrière qui nous gouvernent ont une fois de plus rayé l'avenir de leurs perspectives.*

*Le Bureau National du P.S.U. dénonce ce nouvel assaut policier et soutient la lutte des lycéens contre la normalisation-Guichard.*

AFP



## '' Note confidentielle '' envoyée par O. Guichard aux chefs d'établissements

M. le ministre de l'Education nationale m'invite à vous communiquer ses instructions sur la conduite qu'il vous conviendra d'adopter si, au cours de l'année scolaire, des désordres se produisent du fait des élèves dans l'établissement placé sous votre direction.

1. En aucun cas, la présence d'élèves refusant d'assister aux cours ne doit être tolérée dans l'enceinte scolaire.

Si des mouvements de ce genre se produisent, le chef d'établissement doit interdire toute « assemblée générale » et inviter immédiatement les élèves à rejoindre leurs classes, en s'abstenant de toute discussion avec eux sur des revendications éventuelles...

2. Dans l'hypothèse où le grand nombre des refus rendrait difficile l'application de mesures individuelles, les recteurs pourront prononcer, après consultation de la Commission permanente, la fermeture temporaire de l'établissement et faire procéder à son évacuation.

3. Les élèves remis à leurs familles seront réinscrits sur engagement signé par eux et leurs parents d'assister régulièrement au cours...

Vous voudrez bien me rendre compte dans les délais les plus brefs de tout incident afin que je puisse prendre les mesures qui s'imposent dans l'immédiat en attendant d'avoir pu recueillir auprès de M. le recteur d'Académie les directives qu'il y aura lieu d'envisager et d'appliquer éventuellement.

J'attire votre attention sur le caractère confidentiel des présentes instructions qui ne doivent pas être diffusées.

# Boris Fraenkel licencié ?

« T.S. » a publié au mois de septembre un article de Boris Fraenkel sur le congrès des CEMEA. Fraenkel, salarié de ce mouvement, y analysait l'échec relatif du P.C. à mettre la main sur les CEMEA. Pour toute réponse, l'« Humanité » fait silence et les CEMEA s'approprient à licencier notre camarade. Qu'en pensent la « Ligue de l'Enseignement » et la « Jeunesse au Plein Air » dont les CEMEA font partie ? A suivre...

**Sauver T.S. l'initiative centrale Sauver T.S.**  
**1 abonné par militant**

# Compromis d'appareil ou nouvelle force révolutionnaire ?

Jean-Claude Bauvet

« Des luttes dures pour des formes de structure », cette formule appliquée au P.C.I. pourrait viser aussi bien le syndicat unifié italien qui devrait voir le jour début 1973. La décision de l'unification, prise la semaine dernière à Florence, est le résultat d'une pression exercée par les travailleurs sur les appareils depuis plusieurs années.

La nouvelle organisation regroupera 6.000.000 de travailleurs, aujourd'hui adhérents à la C.G.I.L. communiste-socialiste (3.000.000 de membres), la C.I.S.L., comparable à la C.F.D.T. (2.000.000 de membres), et l'U.I.L. social-démocrate, avec une aile socialiste (800.000 cartes) (1). La division, qui date de 1949-50, en pleine guerre froide, explique en grande partie la faiblesse de la classe ouvrière. Elle a permis l'exploitation très dure que le patronat lui fit supporter et qui favorisa la construction du fameux « miracle italien ». La C.I.S.L. et l'U.I.L. jouèrent d'ailleurs, jusqu'à ces dernières années, le rôle de syndicats jaunes, brisant à peu près toutes les grèves, qui étaient taxées de « communistes ».

Mais l'ampleur même des luttes du mai rampant depuis 1968 a conduit au dépassement de ces divisions ; l'aspiration unitaire fut de plus en plus affirmée par les tra-

vailleurs. Les métallurgistes du Nord qui représentent l'aile la plus avancée du syndicat italien (de nombreux révolutionnaires de la gauche du P.S.I.U.P., du **Manifesto**, de **Lotta continua** y sont fort actifs) pratiquent, eux, l'unité d'action à tous les niveaux depuis 1967. L'unité de la classe est rapidement apparue comme un facteur très important d'efficacité qui permet d'éviter que le patronat, lors des négociations, joue une organisation contre une autre.

Le mouvement a été particulièrement accentué par la mise en place des délégués ouvriers et des conseils d'usine qui ont, de ce fait, surtout dans les grandes industries du Nord, remplacé les syndicats. Les conseils sont l'expression même de l'unité de classe en même temps qu'une certaine forme de contre-pouvoir prolétarien.

Cependant cette volonté unitaire au caractère très offensif, toucha surtout la classe ouvrière de Turin, Milan, Gênes, Venise. Plusieurs secteurs, beaucoup moins engagés dans les luttes, ne se sont guère montrés sensibles à ces thèses et aujourd'hui, paysans, ouvriers agricoles, employés de banque, instituteurs, qui forment l'aile droite de la C.I.S.L. et de l'U.I.L. semblent tout faire pour freiner le processus d'unification et disent même ne pas

se sentir liés par les décisions qui viennent d'être prises. De plus, ces secteurs ont une tradition politique. En effet, bien que les syndicats aient décidé de pratiquer une autonomie réelle à l'égard des partis (le principe de l'incompatibilité totale entre responsabilité politique et responsabilité syndicale a été adopté) on ne voit pas comment les structures partisans ne continueraient pas à jouer un rôle même indirect dans l'orientation des organisations syndicales. Or ce courant de droite est soutenu par les sociaux-démocrates, les républicains et les démocrates-chrétiens de droite. Si cette aile « modérée » ne s'oriente pas vers une scission — ce qui n'est pas à exclure — elle risque de peser dans les orientations futures du syndicat unifié.

Deux indices vont déjà dans ce sens : le secrétaire communiste de la C.G.I.L., Luciano Lama, a déclaré que l'on devait tenir compte des « modérés » dans les décisions, et d'autre part il semble que le secrétaire de la future organisation unifiée doive être Bruno Storti, actuel leader de la C.I.S.L., démocrate-chrétien et qui ne s'est « converti » que très récemment à la nécessité de l'unification.

L'extrême-gauche politique et la « gauche syndicale » — qui a véri-

tablement pressé le mouvement unitaire — craignent en fait que le regroupement en cours ne soit avant tout devenu un compromis d'appareils, qui se situerait dans la ligne de l'ouverture du centre-gauche à l'opposition, surtout au P.C.I. dont les déclarations « gouvernementales » se multiplient de jour en jour. Ce serait alors une opération au contenu totalement réformiste dans laquelle le syndicat nouveau exercerait une sorte de gestion commune avec la classe dirigeante d'un capitalisme « moderne » et « social » (2). Le danger est évident. Les forces révolutionnaires devront s'employer à l'éviter. Une partie serrée va donc se jouer dans les prochains mois entre réformistes (centre-gauche et gauche traditionnelle) et révolutionnaires. De toute façon deux éléments seront déterminants dans l'issue de la bataille : le niveau et l'ampleur des luttes sociales et les décisions que prendront les délégués ouvriers et les conseils d'usine qui seront amenés à se prononcer sur les orientations syndicales.

(1) Seule la CISNAL fasciste, qui représente 3 à 4 % des syndiqués, restera en dehors de la nouvelle organisation.

(2) Des déclarations récentes de Colombo actuel président du conseil, viennent tout à fait à l'appui de cette thèse.

## Le Congrès du D.K.P. à Düsseldorf

# 3 ans après sa fondation

Pierre Bontemps

Lors du congrès qu'il a tenu à Düsseldorf du 25 au 28 novembre — c'était le deuxième depuis sa fondation en septembre 1968 —, le parti communiste ouest-allemand, le D.K.P., a davantage voulu faire acte de présence en R.F.A. que discuter de la politique qu'il aura dans les années à venir.

606 délégués avaient à adopter 44 thèses que le comité directeur du parti avait soumises à l'examen de ses adhérents dès le mois de juillet : les thèses furent adoptées sans avoir vraiment fait l'objet de discussions. Celles-ci, expliquait-on, avaient eu lieu avant le congrès au cours de plus de 2.000 réunions. On assista donc à un défilé de représentants des partis frères d'obédience soviétique, qui délivrèrent ainsi à ce parti encore jeune un certificat d'orthodoxie. Aux salutations et aux ovations succédait la lecture de télégrammes de solidarité, ou bien alors on avait des exposés préparés à l'avance, dont le but était de faire voir la

variété et l'ampleur des actions entreprises par le parti.

Le D.K.P. fait porter son action essentiellement sur les entreprises. Il n'a pas manqué d'apporter son soutien aux métallurgistes en grève dans le Bade-Wurtemberg. Dans son rapport, le président du parti, Kurt Bachmann, a insisté sur le fait que « les entreprises sont le champ de bataille le plus important de notre parti ». Le D.K.P. a constitué à ce jour 408 cellules d'entreprise, dans lesquelles la propagande est assurée par 326 journaux qui atteignent chaque mois un tirage total de 500.000 exemplaires. La presse bourgeoise a été unanime pour constater que manifestement ces journaux avaient la sympathie de beaucoup de travailleurs. Le D.K.P. dispose également de 871 cellules de quartier avec 235 journaux (tirage : 150.000). Le nombre de ses adhérents s'élève à 33.500.

De ce congrès il ressort mieux que jamais auparavant que le D.K.P. poursuit, sans se soucier des critiques sur sa gauche, une

politique de front populaire : il a renouvelé ses appels à la social-démocratie au pouvoir ainsi qu'aux syndicats (dans lesquels ses membres ont souvent des fonctions importantes au plan local), en vue de combattre ensemble les menées de la droite et d'accélérer le processus de détente en Europe. C'est avec une satisfaction non dissimulée que le congrès apprit que 23 membres de la S.P.D. étaient présents à Düsseldorf : le D.K.P. montrait ainsi que malgré la décision prise par la direction de la S.P.D. de refuser toute collaboration avec les communistes, l'unité d'action entre sociaux-démocrates et communistes était en train de se réaliser à la base.

Bien sûr, Kurt Bachmann, après avoir vivement critiqué l'opposition chrétienne-démocrate, « le parti des ultras », et avoir reproché au parti libéral de freiner la politique sociale du gouvernement, ne manqua pas non plus de s'en prendre aux dirigeants de la S.P.D., qui re-

tardent la ratification des traités de Moscou et de Varsovie et présentent cette année le budget militaire le plus élevé depuis la guerre. Mais finalement le D.K.P. sait que seul l'actuel gouvernement est à même de pratiquer une politique réaliste à l'égard des pays de l'Est. Avec ses appels à la collaboration, le D.K.P. entend aussi démontrer son caractère démocratique et affirmer sa place parmi les partis traditionnels.

L'interdiction du parti communiste en 1956 est certes toujours présente aux esprits et le D.K.P. ne cesse pas de réclamer la levée de cette interdiction. Mais c'est aujourd'hui pour lui, malgré tout, un combat d'arrière-garde : il ne s'agit plus d'obtenir la réautorisation du K.P.D., mais de consolider le D.K.P. C'est ainsi que s'explique l'élection à Düsseldorf de **Max Reimann** à la présidence d'honneur du D.K.P. : président du K.P.D., Reimann était depuis le mois de septembre de cette année membre du D.K.P.

# Renouveau de la lutte de classes en R.F.A.

Guy Perrin

La grève est un événement rare en Allemagne Fédérale. Une statistique portant sur les trois dernières années est élocuente à cet égard : pour une tranche de 1.000 travailleurs, on compte une moyenne annuelle de 1.735 journées de travail « perdues » en Italie ; 325 en Grande-Bretagne ; 173 en France ; et... 6 en Allemagne Fédérale.

Pourtant, cette année, le renouvellement des conventions collectives dans la métallurgie ne s'est pas déroulé selon le schéma prévu. Depuis le 22 novembre, les métallos du pays de Bade-Wurtemberg sont en grève. Les négociations sont au bord de la rupture dans plusieurs autres Länder (en Rhénanie-Wesphalie notamment).

Pour la première fois depuis 1963, le gouvernement et le patronat sont confrontés à une grève « légale » des métallos allemands. Grève légale, c'est-à-dire déclenchée à l'initiative des dirigeants de l'IG Metall (plus de 2 millions d'adhérents, environ 50 % des travailleurs de la métallurgie), qui n'ont pas oublié les grèves « sauvages » de septembre 1969.

## Le spectre de la récession

Cette grève survient à un moment où le boom économique des trois dernières années n'est déjà plus qu'un souvenir. Le spectre de la récession de 1967 hante le patronat allemand : la bourse des valeurs est à son niveau le plus bas depuis l'automne 1967 ; dans la plupart des branches industrielles (bâtiment, métallurgie, sidérurgie) le patronat limite la production, réduit ses plans d'investissements, supprime les heures supplémentaires, enfin licencie. Les instituts de recherche économique prévoient pour 1972 une croissance de l'ordre de 1 %...

La crise pourrait être plus grave et plus longue qu'en 1967 : le chaos monétaire international aiguise cette fois-ci la crise nationale, la situation intérieure est plus tendue qu'il y a cinq ans. L'échec de la politique monétaire du ministre de l'Economie et des Finances, le très libéral Karl Schiller (S.P.D.) a compromis la confiance des milieux d'affaires dans le gouvernement Brandt : la réévaluation, puis la politique du mark flottant, enfin la taxe de 10 % sur les produits étrangers instituée par Nixon en août dernier ont renchéri les produits allemands

de 20 à 30 % sur les marchés étrangers.

Le patronat allemand renchérit encore sur la gravité de la situation et ne craint pas de faire du chantage à la crise : auprès du gouvernement, afin qu'il abandonne ses « utopies » de réformes sociales (pourtant bien peu dangereuses pour le système) et fasse pression sur les syndicats ouvriers ; auprès des travailleurs, afin qu'ils renoncent à leurs revendications les plus modestes. L'argument est bien connu : la grève ne pourra qu'aggraver la crise, qui aggravera à son tour le rythme des licenciements ; les grévistes seront ainsi les premières victimes de leur inconscience. En décidant la grève, les métallos du pays de Bade Wurtemberg ont montré qu'ils refusaient le chantage et la logique de l'adversaire.

## L'inflation

Pour la première fois depuis longtemps, la classe ouvrière risque de voir baisser son pouvoir d'achat. Les prix en effet continuent allégrement leur ascension au rythme d'un peu plus de 6 % par an. En moins d'un an, le prix d'un litre de lait est passé, en quatre étapes, de 73 à 85 pfennig. L'électroménager, le textile, qui ne sont jusqu'ici guère touchés par la crise, imposent des hausses souvent largement supérieures à 10 %. Enfin, le gouvernement allemand, au nom de la « vérité des prix », vient d'annoncer la prochaine hausse des tarifs postaux, ainsi que des tarifs voyageurs de la Bundesbahn. Une nouvelle hausse de l'essence et de la vignette est attendue pour bientôt.

## Chômage partiel et licenciements

Le pouvoir d'achat ouvrier se trouve plus menacé encore par la suppression des heures supplémentaires, le chômage partiel (Kurzarbeit), enfin les licenciements. Le nombre des chômeurs à proprement parler reste, il est vrai, minime (147.000 en septembre), mais il n'a cessé d'augmenter ces derniers mois. 73 entreprises ont décidé de fermer leurs portes avant la fin de l'année, licenciant ainsi près de 14.000 personnes. Tout aussi préoccupant pour la classe ouvrière : le chômage partiel ne cesse de s'étendre et touche main-

tenant près de 100.000 travailleurs, dans la métallurgie et la sidérurgie notamment.

La peur s'installe dans la Ruhr, région la plus touchée par la crise. D'ici à 1975, la société (privée) des Charbons de la Ruhr licenciera 25.000 personnes. Depuis deux mois, chez Krupp, chez Hoesch, chez Thyssen, pour ne parler que des plus gros, on licencie, on réduit l'horaire hebdomadaire de travail. Parfois jusqu'à 32 heures. En octobre déjà, les ouvriers sont descendus dans la rue pour protester ; la violence des manifestations a surpris la presse nationale.

## La grève des métallos

Dans ce contexte, la grève des métallurgistes du Bade Wurtemberg prend l'allure d'une véritable épreuve de force nationale. Le conflit risque d'être dur. Près de 90 % des travailleurs consultés par l'IG Metall s'étaient prononcés pour la grève. Plus de 100.000 avaient déjà participé, hors de toute consigne syndicale, à des grèves d'avertissement.

Les travailleurs réclament une augmentation de salaires de 11 % pour une période de douze mois. Lors du dernier arbitrage, l'IG Metall acceptait une augmentation de 7,5 % pour sept mois. Mais le patronat refusait l'arbitrage et s'en tenait à ses propositions initiales : 4,5 % pour douze mois. Une véritable « provocation » selon les dirigeants syndicaux. Une augmentation de 7,5 % maintiendrait tout juste le pouvoir d'achat ouvrier, touché par l'inflation et les réductions d'horaires. « Kampf um Null » titrait le « Spiegel » : grève pour le maintien du pouvoir d'achat.

Lundi 22 novembre, la grève immobilisait les usines. Daimler-Benz (Mercedes) et Audi N.S.U. de la région (55.000 travailleurs). Le mardi, elle s'étendait à plus de 80 entreprises (120.000 grévistes). Avec piquets de grève et panonceaux dans toutes les langues, mais sans assemblées générales de grévistes, sans meetings. Le patronat décidait de riposter par le lock-out, prévenant ainsi l'extension de la grève par l'IG Metall. Lock-out effectif à partir du vendredi matin et concernant toutes les entreprises de plus de 100 ouvriers, soit au total 260.000 travailleurs. Dès le jeudi, des débrayages et des manifestations de protestation contre le lock-

out avaient lieu dans les entreprises non encore touchées par la grève. Par le lock-out, le patronat espère diviser les travailleurs : les adhérents, grévistes et lock-outés, de l'IG Metall reçoivent en effet du syndicat l'équivalent de leur salaire en temps normal, les non-syndiqués doivent vivre sur leurs économies.

Dès la fin de la semaine, la grève avait déjà des conséquences débordant le Bade Wurtemberg : faute de livraisons, Daimler Benz fermait partiellement ses portes à Berlin, Wörth, Düsseldorf et Hanomag Henschel à Brême et Kassel. Si la grève se prolongeait, elle entraînerait la fermeture progressive de B.M.W., Audi N.S.U., Opel et Volkswagen à partir du 6 décembre (chômage technique).

Samedi matin, le patronat et l'IG Metall acceptaient le principe d'un arbitrage exceptionnel. La grève et le lock-out continuent. Il n'est pas sûr que les deux parties arrivent à un compromis, l'IG Metall refusant tout arbitrage « politique » et national. Le conflit risque d'autre part de s'étendre aux autres « Länder ».

## Le renouveau de la lutte de classes

Une chose est certaine : en République Fédérale comme dans toute l'Europe, nous assistons depuis quelques années à une radicalisation des luttes sociales. Une récente enquête de l'Institut de Sociologie de Göttingen révèle que 46 % des ouvriers allemands regrettent la trop grande modération de leurs syndicats — fortement intégrés, il est vrai, à l'appareil d'Etat bourgeois —, que les trois quarts souhaitent « une représentation plus vigoureuse de leurs intérêts économiques ». Mieux : 81 % des ouvriers ayant pris part aux grèves « sauvages » de 1969 s'affirment prêts à recommencer éventuellement une action de ce type. Les sociologues concluent : « si à l'avenir les syndicats ne se montraient pas suffisamment actifs dans la défense des intérêts des travailleurs, ceux-ci sont prêts à imposer leurs revendications sans eux, ou même contre eux ».

N'en doutons pas : ce réveil de la conscience de classe n'est pas pour rien dans le déclenchement de la grève par l'IG Metall du Bade Wurtemberg. Et il pèsera certainement dans les négociations de cette semaine.

## La réalité du chômage

J. Ferlus

En France, le front social peut paraître calme. Les quelques grèves qui se déroulent ou se sont déroulées récemment se sont déclenchées sur des revendications très importantes, très précises, mais malgré tout très localisées. En tout cas trop localisées pour qu'il soit possible de tirer de ces conflits des conclusions générales, mis à part celle de la combativité des travailleurs.

La campagne retraites animée par la C.G.T. et la C.F.D.T. obtient un succès certain. Elle permet au syndicalisme de retrouver son « image de marque » (si tant est qu'il l'avait perdue), mais il serait hasardeux d'affirmer qu'il y trouve aussi l'occasion de « redorer son blason ». La préparation de la journée d'action du 1<sup>er</sup> décembre montre qu'il demeure encore pas mal d'ambiguïtés et de divergences. Même si le succès populaire de cette journée est certain, son objectif est trop partiel pour qu'il soit possible d'en conclure que tous les travailleurs sont désormais engagés dans une vaste lutte organisée contre le capital et le pouvoir... N'en déplaise à ceux qui ne manqueront pas d'utiliser cette journée pour faire avancer leurs prétentions électorales.

C'est à la dégradation de l'emploi que les travailleurs sont plus particulièrement attentifs. Les actions « retraites » de la semaine dernière ont d'ailleurs largement débordé sur ce problème. Et c'est sur le chômage qu'ont eu lieu les plus importantes manifestations : Lorraine, Douai, Seine-et-Marne.

Les propos rassurants des membres du gouvernement n'y peuvent rien changer : la situation de l'emploi n'a cessé de se dégrader au cours des dernières semaines. A la fin octobre, les demandes d'emploi non satisfaites sont en augmentation de 24.000 par rapport à septembre (377.000). Autre fait significatif, pour la première fois depuis plusieurs mois, les offres d'emploi sont en diminution (131.900 en septembre, 126.800 en octobre).

On trouvera ci-après une liste éloquent de faits de licenciements et de réductions

## Où en est-on aujourd'hui ?

Groupe P.S.U. Heurtey

4 novembre : annonce de deux cents licenciements. Les trois semaines écoulées ont été marquées par un échec relatif, mais aussi par des succès dont l'essentiel est celui d'une prise de conscience collective : un nombre croissant de travailleurs comprennent la nécessité de l'unité collectivement acceptée et assumée et de la lutte contre les manœuvres du patronat.

— Echéec relatif, le fait que nous n'ayons pas encore réussi ni à faire annuler la décision des licenciements, ni à étendre la solidarité dans la lutte aux autres bureaux d'études, ni à mobiliser les autres boîtes qui dépendaient de Paribas.

— Réussite partielle, la tenue d'assemblées générales du personnel, ou d'assemblées par bureaux, qui discutent et décident des actions à entreprendre. Les travailleurs comprennent qu'il ne suffit pas de faire confiance aux syndicats.

— Réussite quant à savoir quel est l'ennemi principal : Paribas.

— Réussite dans la mobilisation. Deux cent cinquante travailleurs ont compris qu'il fallait parfois descendre dans la rue pour se faire entendre. Souvent, pour eux, leur première manifestation, ils ont compris qu'il est probable que ce ne sera pas la dernière.

— Réussite, enfin, dans la mesure où nous avons compris, par l'accueil de la population le long du parcours, par l'écho dans la presse révolutionnaire, que le problème de l'emploi est le problème de l'heure et qu'il ne peut laisser aucun travailleur indifférent, que c'est l'ensemble des travailleurs qui aura à trouver la solution, quel que soit le gouvernement qu'ils se donneront.

### Que peut-on tirer comme premières leçons ?

1. La lutte contre Paribas est engagée : une défaite locale et partielle ne doit pas nous faire reculer.

Il faut que le dossier Paribas soit ouvert, que soient révélées à l'ensemble des travailleurs les activités de ce groupe financier tentaculaire dans lesquelles les travailleurs ne sont que des chiffres sur des cahiers d'embauche ou de licenciements :

## Luttes ouvrières

— Dans leur entreprise (Heurtey, O.T.H., Sema, Stein et Roubaix) ;

— Dans des secteurs entiers de l'économie (Cie des Compteurs, industrie papetière, édition, pétrole) ;

— Dans le cadre même de leur vie quotidienne (rôle de la S.A.C.I., filiale de Paribas à Puteaux, études par les principaux pollueurs de la pollution).

2. Cette lutte contre Paribas fait partie du combat global contre le système tout entier.

Tant que nous vivrons dans une société où tout est soumis à la loi du profit — c'est-à-dire à la loi de quelques-uns contre l'intérêt de tous les travailleurs — on continuera à concentrer, à restructurer, donc à nous déplacer, à nous licencier, à augmenter le rythme de travail de ceux qui restent.

Pourquoi licencie-t-on pendant que l'on continue à travailler plus de 40 heures par semaine, et jusqu'à 65 ans ?

Exemple : à la Sofresid (filiale Paribas), on travaille à 1 800,43 h par semaine. Faisons le calcul : le retour aux 40 h créerait 135 postes nouveaux : le total, à ce jour, des licenciements Heurtey !

Pourquoi ne le fait-on pas ?

Parce qu'il faut que Sofresid continue à augmenter ses bénéfices... Nationaliser ne suffirait pas : les charbonnages sont nationalisés, Renault est nationalisé ; on continue à y exploiter les travailleurs, à les licencier, à leur imposer des cadences, à les user...

3. De tout cela, on en discute chez Heurtey : c'est une première étape. Il faudra continuer.

### Nous devons tous être des militants

Pour ceux qui restent : Le problème se reposera dans les mêmes termes, début 72. Nous aurons aussi à faire face à la deuxième phase de la manœuvre de Paribas : la réorganisation. Pour ceux qui s'en iront : Quelle que soit l'entreprise où nous travaillerons, il y aura toujours un Paribas qui tirera les ficelles, un Doumène qui exécutera, des travailleurs qui payeront...

Que nous restions ou que nous partions, il ne faut pas que la solidarité qui s'est nouée entre nous soit un feu de paille.

## Sur le front des luttes

tions d'horaires. Elle fait clairement prendre conscience de la gravité du problème.

Déjà, l'assemblée régionale ouvriers-paysans de Lorraine (voir « T.S. » de la semaine dernière) a travaillé à l'élaboration de propositions que le P.S.U. pourrait faire aux travailleurs. Les conférences régionales du secteur entreprises du P.S.U. qui se sont réunies le week-end dernier et celles qui se réunissent à la fin de cette semaine ont également le problème de l'emploi à leur ordre du jour. La conférence nationale des 18 et 19 décembre prochains aura à tirer des conclusions d'action. Car la défense de l'emploi ne peut se faire que par l'offensive et non par une guerre de tranchées.

Dans la crise de l'emploi qui s'étend de jour en jour, « T.S. » se doit de donner le maximum d'informations. Car les travailleurs ne doivent compter ni sur le pouvoir, ni sur le patronat pour leur en fournir. Pas plus qu'ils ne doivent compter sur la presse bourgeoise qui choisit la discrétion.

C'est pourquoi nous demandons à nos lecteurs de nous communiquer tous les cas de licenciements dont ils pourraient avoir connaissance. Merci.

### COLOMBES-LYON

Continental - Garnier vient d'informer son comité d'entreprise que 440 des 880 travailleurs seront licenciés au cours de l'année prochaine. Le centre de Lyon (200 travailleurs) sera fermé en avril prochain.

### VERNON

L'usine américaine Transistrons-Electronic vient de fermer ses portes. 120 travailleurs sont licenciés mais l'entreprise se porte bien, elle vient de transférer ses activités de Vernon au Mexique.

### DINAN

La Société Générale de Constructions (S.G.C.I.) ferme ses portes le 15 décembre : 256 travailleurs au chômage.

### MARSEILLE

Unipol (savons) envisage de réduire son effectif de 228 salariés sur 2.000. 93 ouvriers, 41 agents de maîtrise, 70 employés et 24 cadres attendent leur lettre de licenciement.

### PARIS

ELF-ERAP envisage de licencier 600 ingénieurs et techniciens dans la région parisienne. Il paraît que c'est de la faute à Boumediène... Il faut bien un coupable.

### SAINT-NAZAIRE

Jouan-Quetin (matériel médical) annonce 120 licenciements. Cette entreprise est une filiale de Roussel-UCLAF où ça va également aussi bien.

# En bref

## MADRID-VARSOVIE

Pendant que les mineurs asturiens sont en grève, les usines des Asturies travaillent avec du charbon « socialiste ». Un cargo polonais vient de décharger sa cargaison dans le port espagnol de Gijon.

Répondant aux insinuations malveillantes de certains gauchistes, les autorités polonaises précisent leur attachement à la solidarité prolétarienne internationale. Les livraisons de charbon à l'Espagne sont l'application d'un traité commercial signé depuis plusieurs années entre Madrid et Varsovie. Le rythme des fournitures, souligne le communiqué, n'a même pas été accéléré par suite de la grève.

Les mineurs, on le voit, auraient bien tort de se plaindre.

## INDEPENDANCE ET COOPERATION

M. Yvon Bourges, secrétaire d'Etat chargé de la coopération, vient de passer au Mali. La coopération entre les deux pays se porte à merveille. Les aides françaises, a dit le secrétaire d'Etat, n'ont jamais été aussi fortes. Il est vrai qu'elles étaient réduites à peu de choses avant le coup d'Etat militaire de Bamako. Le gouvernement de Modibo Keita n'était certes pas à l'abri de toute critique, mais sa politique avait surtout le malheur de déplaire à l'Elysée. A ses successeurs, on peut accorder un soutien complet. Ainsi, les hauts et les bas de « l'aide française au Mali » illustrent bien le sens de la « coopération » française et le degré d'indépendance des pays aidés.

## COMMUNIQUE

Il y a plus d'un mois, l'Union générale des Travailleurs réunionnais en France publiait un rapport sur la situation des ouvriers réunionnais à Simca-Chrysler. Plusieurs journaux : « Combat réunionnais », organe de l'U.G.T.R.F., « Tribune socialiste », l'« Express » reprenaient des fragments de ce rapport qui dénonçait la politique d'immigration du Bumido et attirait l'attention sur les conditions de vie et de travail des Réunionnais en Métropole. Au foyer A.D.E.F. de Mantes-la-Jolie, les Réunionnais et les autres travailleurs immigrés paient 150 F par mois et habitent à 9 par appartement (1.350 F par appartement).

A la suite de cela, la direction de Simca commence à s'inquiéter. Elle redoute que les travailleurs réunionnais s'organisent et donnent l'exemple aux immigrés d'autres nationalités. C'est le commencement de la répression : au foyer A.D.E.F. les agents de la C.F.T. empêchent les Réunionnais de se réunir avec les dirigeants de l'U.G.T.R.F. Les contrôles de police se multiplient aux abords du foyer ; en une semaine, une quinzaine de Réunionnais sont licenciés de Simca. Un journaliste du journal offi-

T.S. reviendra la semaine prochaine sur le remarquable succès des candidats soviétiques aux élections tchécoslovaques.

ciel de la Réunion, Martin Darenne enquête aux usines Simca où il a accès aux dossiers de certains travailleurs. Le 11 novembre, jour de repos, vers 11 heures du soir, 4 C.R.S. armés de revolvers, rentrent dans un appartement de l'A.D.E.F. repéré à l'avance (où la réunion avec l'U.G.T.R.F. avait été interdite) tandis que 6 autres, mitraillettes au poing, gardent les issues. Sous de faux prétextes, ils menacent les Réunionnais présents, fouillent partout et préviennent que s'il se passe quoi que ce soit, ils viendront frapper à la même porte.

U.G.T.R.F. Section de Mantes,  
Section P.S.U. de Mantes.

## LE COMITE SOLIDARITE-PEROU

a pris connaissance des faits suivants :

I. — Le jeudi 11 novembre de très graves événements se sont produits dans la mine de cuivre de Cobriza, exploitée par la compagnie nord-américaine Cerro de Pasco Corporation. **Huit mineurs ont été tués par balles**, plus de 20 blessés gravement et 55 mineurs ont été jetés en prison. Ces événements se sont produits à l'occasion d'une grève générale revendicative, décrétée par 14 syndicats, groupant plus de 13.000 mineurs. L'avocat des syndicats miniers en grève **Gerardo Ledesma** a été également arrêté.

II. — Une répression sauvage a frappé les enseignants en grève. Les principaux dirigeants des syndicats ont été brutalement déportés en Europe, sans même pouvoir emporter une valise. 7 professeurs et un étudiant, **Rolando Brena**, président de la commission nationale de la Fédération des Etudiants péruviens, se trouvent actuellement sans ressources à Madrid.

III. — Le dirigeant **Hugo Blanco**, arrêté à Lima n'a été relâché de prison que pour être exilé au Mexique.

IV. — **Jacqueline Lobaton**, secrétaire générale du CODDEH (veuve du commandant de guérilla Guillermo Lobaton assassiné par les militaires) et **Nique de La Puente**, secrétaire général de la Fédération des Etudiants du Pérou, viennent d'être arrêtés à Lima.

Le climat répressif s'aggrave de jour en jour au Pérou. Cette répression contre le peuple péruvien est un attentat grave contre les plus élémentaires droits de l'homme, d'autant plus scandaleuse qu'elle est exercée par un gouvernement qui se dit « populaire et humaniste ».

Les membres du Comité solidarité-Pérou protestent énergiquement contre cette répression brutale et expriment leur indignation face aux tragiques événements survenus à la mine de cuivre de Cobriza et qui ont provoqué la mort de huit mineurs.

# VIE

militante

# L.O. - P.S.U.

Deux délégations des directions nationales de « Lutte Ouvrière » et du P.S.U. se sont rencontrées le mercredi 24 novembre au siège du P.S.U. Les représentants de « Lutte Ouvrière » ont fait état de difficultés locales entre leurs militants et des militants du P.S.U. Un dialogue à la base a été prévu pour surmonter ces difficultés. Michel Rocard a ensuite exposé le projet du P.S.U. sur l'élaboration du programme révolutionnaire. Un débat s'est alors engagé sur l'analyse de la période et les problèmes de l'unité des travailleurs. Les représentants de « Lutte Ouvrière » rendront compte à leur organisation des propositions du P.S.U. et transmettront leur réponse lors d'une prochaine rencontre.

# PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIE



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

# michel rocard

epi

Interviews recueillies par Noël Monier

Format 14 × 20 - 240 pages - Prix 13 F  
Bon de commande à « Tribune Socialiste »  
9, rue de Borromée, PARIS XV  
C.C.P. Paris 5826 65

## 3,1416 ou le modèle

Dominique Nores

Le pièce de Pierre Joffroy, **3,1416 ou la Punition**, que propose la Comédie de Saint-Etienne, dans une mise en scène sobre et rigoureuse de Pierre Vial, n'est pas seulement intéressante en elle-même, parce qu'elle montre un des facteurs politiques les plus importants de notre temps : le comblement possible du fossé entre petit cadre et ouvrier ; elle est intéressante aussi par sa démarche.

Au départ, un fait social réel : le comptable d'une petite entreprise métallurgique de Saint-Etienne où le syndicalisme avait de grosses difficultés à cause de la petite taille de l'usine et du grand nombre d'ouvriers étrangers qui ne pouvaient revendiquer sans danger, avait osé, en Mai 68, se prononcer pour la grève.

« Puni », enfermé sans machine à calculer dans une pièce obscure et forcé de faire

chaque jour des quantités d'opérations inutiles, puisque jetées à la corbeille à papier sitôt faites, il gagna, grâce à la solidarité des ouvriers, son procès contre ses employeurs, accusés de cruauté mentale.

A partir de cette situation, Pierre Joffroy propose une belle pièce, qui fut mise en répétition et jouée à Saint-Etienne c'est-à-dire devant ceux qui avaient suivi l'affaire du comptable de très près.

A une époque où beaucoup se demandent comment faire du théâtre politique et, lorsqu'ils s'y risquent, évoquent de façon trop vague, le monde actuel, **3,1416** qui met en scène une situation présente et précise, est une entreprise exemplaire (1).

(1) Publiée aux éd. Grasset, 6 F.

• Après Saint-Etienne, représentations en décembre à Nantes, Venissieux, Valence, Roanne, Mâcon, Mulhouse, Montbéliard, Nancy, Strasbourg.

### Gaieté-Montparnasse

26, rue de la Gaieté - MED. 16-18

#### Le précepteur

mise en scène de Wolfram MEHRING avec la Cie de LA MANDRAGORE.

### L'Arlequin-Parnasse

(Métro Denfert-Rochereau - Gaieté) - 306-93-98

« DINER-THEATRE » : 50 F  
vin compris

#### L'homme qui vomit des petits lapins

d'après Julio CORTEZAR  
Diner 20 h - Spect. 21 h 30

## PANTHÉON

### La veuve Couderc

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**DIRECTION GEORGES WILSON**

**T.N.P.**

**GRANDE SALLE** BRECHT **Turandot**

**SALLE GEMIER** REZVANI **CAPITAINE SCHELLE, CAPITAINE ECCO**

OU

LE CONGRÈS DES BLANCHISSEURS

Places : 5 F - 9 F - 11 F

Location : au théâtre, par téléphone : 553-27-79  
par correspondance : T.N.P., Palais de Chaillot

## La bataille d'Alger

Alain Moutot

L'importance politique de l'œuvre et les bagarres menées à propos du film expliquent le choix fait cette semaine par le collectif cinéma qui a confié à un de ses membres le soin de synthétiser les débats de la commission.

Oui, il fallait réclamer, exiger, soutenir la sortie de ce film, véritable enjeu politique (voir « T.S. » n° 458). Faire que ce film puisse être vu constitue le meilleur moyen de déjouer les menées obscurantistes des nostalgiques du colonialisme et de certains exploitants de salle qui ont découvert leur vrai visage de censeurs hypocrites en refusant de passer une œuvre pourtant munie de son visa officiel. Mais, ces derniers jours, l'Algérie se vend bien dans l'édition et la radio. Et puis le temps a passé depuis ce qu'on appelait là-bas, au-delà de la Méditerranée « les événements » pour qu'on puisse aborder avec un esprit plus serein « La bataille d'Alger ». Cependant, un attentat récent contre une salle parisienne vient nous rappeler que le brasier des passions ne s'est pas tout à fait consumé.

### Un monument.

L'œuvre cinématographique en tant que telle mérite qu'on y revienne un instant. Car le film est plus difficile à cerner qu'il n'y paraît au premier abord. A l'époque de sa réalisation, toute imbibée des espérances d'une indépendance chèrement et récemment acquise, « La bataille d'Alger » s'est voulu un monument élevé à la gloire de la révolution algérienne. On ne s'étonnera pas, du reste, que les autorités de ce pays aient tenté d'en capitaliser les effets à leur compte et profit.

Le film insiste sur les sacrifices que la répression coloniale a imposés aux guérilleros urbains et aux masses de la capitale algérienne. La bataille d'Alger s'aborde donc comme une page de l'histoire que les Algériens ont écrite avec leur sang et traduit la légitime fierté d'un peuple qui a remporté une victoire difficile. Mais de peur que toute bassesse, tout triomphalisme factice ne viennent entâcher la noblesse de l'hommage, la description de l'ennemi d'hier se maintient dans la sobriété et le refus

de l'exagération. La vision de l'armée française, incarnée par un colonel Mathieu, toute en nuances dans sa rigueur implacable, sa détermination de faire ce qu'on lui a demandé de faire, confirme cette attitude du cinéaste. Gilles Pontecovo s'est dispensé de toutes parenthèses encombrantes pour aller à l'essentiel : révéler le rôle de cette armée, exécutrice des basses œuvres décidées en haut-lieu, c'est-à-dire à Paris. Le film coupe net à toute tentative de la part des dirigeants français de rejeter leur responsabilité sur des subordonnés qui se donnèrent les moyens de leur politique. L'aboutissement d'une telle politique, c'est la torture, suggérée par des images d'un réalisme terrifiant. Au titre de la chronique d'une bataille sans pitié, seul le style de l'épopée, renforcée encore par l'enthousiasme des figurants pendant le tournage, pouvait s'accorder à merveille aux buts de l'entreprise.

### Des manques qui en disent long.

Le plan de l'affrontement des deux adversaires en présence, il faut le dépasser si on veut atteindre la réalité profonde de l'œuvre. Car c'est seulement dans l'abord des problèmes intérieurs à la résistance algérienne que le film prend une véritable dimension politique. Séquence après séquence, « La bataille d'Alger » s'articule comme une réflexion sur les avatars de la guerre révolutionnaire telle qu'elle a été pratiquée en Algérie. Les poignantes images du début montrent l'exécution d'un droit commun, ressentie par ses coreligionnaires comme un crime politique. Ce sont là les seuls éclaircissements donnés sur les motivations des combattants du F.L.N. Rien d'autre sur les fondements idéologiques du combat, rien sur la formation des militants. En conséquence, l'accent est mis sur les techniques de la violence au détriment de la signification du terrorisme. Dans les

sinueuses ruelles de la Casbah déambule une armée des ombres réduite à un noyau d'individus, ce qui ne manque pas de détourner le film sur la pente facile de l'enquête policière ou de luttes des services secrets, le tout appuyé par une musique de western d'E. Moricone. L'isolement d'Ali-la-Pointe et de Yacéf Saadi est accablant et significatif, tant les attaches de cette avant-garde avec les masses semblent ténues. Du reste, jamais les masses n'apparaissent comme sujet actif de la libération nationale mais seulement comme soutien solidaire voire caution morale. Et l'explosion finale du peuple d'Alger reste quelque peu plaquée. De toute façon, elle ne fait qu'appuyer un autre combat diplomatique celui-là : le vote de la question algérienne à l'O.N.U.

### Reffet déformé ou réalité têtue.

En fait tous ces manques tiennent-ils plus au film qu'à la réalité qu'il reflète ? « La bataille d'Alger » ne peut pas ne pas prendre figure de symbole pour l'ensemble de l'Algérie tant paraît s'esquisser du film, pris au pied de l'image, la fresque d'une guerre qui ne fut finalement ni tout à fait celle du peuple, ni tout à fait invincible. Le film se cantonne au niveau descriptif et ne tire aucune conclusion de ces données. Il se refuse à tout jugement explicite sur l'orientation imprimée à ce combat. Pour le comprendre, il faut garder à l'esprit les buts initiaux de l'œuvre bien qu'elle contienne en germe les contradictions actuelles du socialisme algérien. Cette limitation du film au reflet, aussi fidèle soit-il des réalités de l'époque, sans véritable explication, c'est le contraire du cinéma militant, même s'il est engagé. Reste cependant une profusion d'enseignements susceptibles d'alimenter une fertile réflexion collective et un débat que ces quelques lignes ne visent qu'à engager. □

Le collectif/cinéma.

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Directeur politique :  
Christian Guerche

Directeur adjoint :  
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :  
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuls - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantre - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Sain-tonge - Jean Verger

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Rédaction  
Administration :  
9, rue Borromée  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
566-45-37

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,  
61, rue de Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

Le présent numéro est tiré  
à 24.000 exemplaires

### Théâtre de l'Est Parisien

17, rue Malte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>  
636-79-09 (Métro Gambetta)

L'Opéra de quat'sous  
Bertolt Brecht

# LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE

Des origines aux enseignements de Mai 68

Aux  
Éditions  
SYROS

Notre camarade Yvan Craipeau, qui a lui-même joué un rôle très important dans le trotskysme français des origines jusqu'en 1947, fait dans cet ouvrage le bilan des tentatives opérées par ce courant pour construire le parti révolutionnaire nécessaire à notre époque. Il en montre l'intérêt et aussi les limites.

Jusqu'au 15 décembre, ce livre peut être commandé en souscription aux  
EDITIONS SYROS - 9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup> - C.C.P. 19 706 28.

Prix de vente public 18 F ● En souscription, à l'unité 15 F ● En souscription par 10 exemplaires 12 F

## « P.S.U. DOCUMENTATION »

### Vient de paraître

- N° 24-25 - La police dans la lutte de classes ..... 2 F  
N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats » ..... 1 F

### Numéros disponibles :

- N° 8-9 - Histoire du P.S.U.  
N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.  
N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.  
N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.  
N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.  
Le numéro simple ..... 1 F  
Le numéro double ..... 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F  
à « TRIBUNE SOCIALISTE »  
9, rue Borromée - PARIS XV<sup>e</sup>

### Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

## Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup>

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

### VOUS PROPOSE

#### Liste numéro 9

- |  |          |
|--|----------|
| — Des militants du P.S.U., présentés par M. ROCARD         | 13,00 F  |
| — Europe et Amérique, L. TROTSKY                           | 30,00 F  |
| — Le Parti communiste français, A. BARJONET                | 16,50 F  |
| — Paris libre 1871, J. ROUGERIE                            | 8,50 F   |
| — Le pouvoir ouvrier, S. MALLET                            | 20,00 F  |
| — Le P.C.F. et la question coloniale. 1920-1965, J. MONETA | 18,10 F  |
| Prix réel  | 106,10 F |

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser avec le montant à :

TRIBUNE SOCIALISTE  
9, rue Borromée, Paris 15<sup>e</sup>  
C.C.P. 58.26.65 Paris

Pour une théorie et une pratique  
révolutionnaires

## Critique socialiste

Revue théorique du P.S.U.  
bimestrielle

● Le n° 5 vient de paraître (100 p.)  
Sommaire :

- Sur les thèses du Manifesto (Jacques KERGOAT)
- La stratégie des forces ouvrières traditionnelles à la lumière des événements de Reggio Calabria (Jean ROIG)
- Pour un débat sur la stratégie internationale (Manuel BRIDIER)
- Sur le capitalisme américain (Pierre MERCIER)
- Culture et mouvement féminin (Sharon COURTOUX)
- Réflexions sur le problème de la femme (Thérèse CARETTE)

● A paraître dans les n° suivants

- Lénine sur la question nationale et sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (Pierre NAVILLE)
- Sur les bases objectives du révisionnisme en France (Emmanuel TERRAY)
- Sur le Traité d'Economie Marxiste et le programme du P.C.F. — Nationalisations, entreprise, Etat (Philippe BRACHET)
- L'économie politique de la classe ouvrière (J.-M. VINCENT)
- Politique économique et planification (M. BRETON)
- Sur les qualifications et l'exploitation du travail (Pierre ROLLE)

Le n° 5 F. Abont : 1 an = 6 n° = 24 F

● Indiquez le numéro de départ de votre abonnement

● Achats par 10 exemplaires : 45 F  
par 20 exemplaires : 80 F

Editions Syros  
9, rue Borromée, 75-PARIS 15<sup>e</sup>  
C.C.P. n° 19.706.28 PARIS

## Conférence Nationale Entreprises

Secrétariat CNE

La représentation des militants isolés dans les entreprises se fera à raison d'un délégué pour dix militants isolés présents aux assemblées régionales.

# Vacances de neige

A Monétier, petite station des Alpes du Sud :

5 téléskis  
Près de Serre-Chevallier  
Excellents enneigement et ensoleillement

Cours de ski facultatifs et gratuits  
Convient aux célibataires et aux familles.

**1 SEMAINE : 220 F**  
**(de 245 à 275 F pendant les vacances scolaires)**

**Réductions pour les enfants**

S'adresser à A. Barthélémy, 78 bis, rue du 8-Mai-1945 - Villeurbanne-69 - Tél. : (78) 84-81-24.

# Bangla-Desh Se libérer du colonialisme et du système féodal

B. Maznoo

L'article ci-dessous a été rédigé par un camarade du Comité de coordination pour la libération nationale du Bangla-Desh, qui regroupe les principales forces révolutionnaires du Bangla-Desh et travaille à la constitution d'un Front de Libération Nationale. Ce Comité de Coordination vient de tenir ses premières assises dans les maquis et a adopté une plate-forme politique. Celle-ci, en cours de traduction en français, sera prochainement disponible à la librairie de « Tribune Socialiste ».

Huit mois se sont écoulés depuis le 25 mars, date à partir de laquelle commença le massacre de centaines de milliers de Bengalis par les troupes du général Yahya Kkan.

Une révolution, une guerre de résistance armée, ont été « imposées » aux masses du Bangla-Desh qui n'y étaient pas préparées. A travers ces huit mois de lutte, les forces révolutionnaires, les forces réactionnaires et les forces hésitantes prirent petit à petit une forme plus concrète. Les ennemis ont été identifiés avec plus de précision et leurs alliés furent démasqués.

## Les forces à l'intérieur du Bangla-Desh

**Les alliés dans la révolution démocratique nationale :** la paysannerie sans terre, les métayers, la paysannerie pauvre, la classe ouvrière, représentant 85 % de la population du Bengale, sont les alliés. Les paysans riches, les propriétaires fonciers féodaux, les usuriers représentent le camp ennemi. Néanmoins, certains sont des alliés hésitants, par exemple la bourgeoisie nationale Bengalie représentés dans la Ligue Awami.

1) Les forces combattantes du « comité de coordination », les guérilleros proviennent de la classe ouvrière urbaine, de la paysannerie sans terre et des métayers en général. Ces guérilleros font partie intégrante de leur propre communauté, là où ils vivent et forment leurs « cadres ». Ils prennent part à la résistance avec leur communauté.

2) **Les forces du gouvernement provisoire du Bangla-Desh** (Mukti Fauz ou Mukti Bahini) sont formées de forces para-militaires bengalies qui existaient déjà avant le 25 mars, de nouvelles recrues en provenance de la population urbaine, principalement de la petite bourgeoisie et également de prolétaires villageois désorientés. Des « raids de commandos » à travers le pays s'abritant en pays étranger, ont entraîné une confusion et le trouble dans l'esprit des personnes de leurs propres rangs.

Au cours de la lutte armée elle-même, à l'intérieur du Bangla-Desh **les forces combattantes coordonnent les activités militaires en dépit des barrières politiques.** Le co-

mité de coordination, au nom de toutes les forces combattantes, lança un appel pour une large alliance, ce qui représente un prélude à la formation d'un front de libération nationale, démocratique et objectif. Mais, bien sûr, le gouvernement provisoire n'a jamais répondu et il était dans ses propres intérêts de classe de refuser d'« armer le peuple » et de continuer à rechercher une « solution politique ».

## La solution politique

La stratégie du gouvernement provisoire du Bangla-Desh à Calcutta (Inde) a été de chercher une victoire rapide et de suivre deux politiques très dangereuses :

a) faire face à l'armée pakistanaise bien armée dans les villes et dans des endroits où elle est forte, avec des masses levées spontanément et sans préparation ;

b) rechercher une solution politique par des médiations aux Nations Unies ou par l'intermédiaire d'alliés dans le camp impérialiste.

Le comité de coordination a fait une déclaration le 2 octobre dénonçant ces stratégies et proposant une autre stratégie :

a) la libération du Bangla-Desh ne sera pas réalisée par des médiations mais seulement par une lutte armée prolongée ;

b) cela ne se fera pas dans les villes, mais dans les villages où la lutte prend corps et où l'ennemi est faible ;

c) la coordination de « toutes » les forces combattantes est la bienvenue pour former un front de libération national démocratique.

Une partie de cette politique d'une telle solution politique est naturellement d'éliminer l'énorme **problème des réfugiés.** Pour citer la presse « approximativement 16 % du budget de l'Inde » est consacré à l'entretien des camps de réfugiés sur le territoire indien. Cela représente un fardeau considérable. Une solution temporaire et rapide serait une intervention armée en tant que prélude à une conférence du type « Tachkent ». Il se peut que le gouvernement provisoire du Bangla-Desh soit porté sur la scène à un quelconque stade des négociations. Au nom de l'indépendance du Bangla-Desh un règlement politique



peut être trouvé. Quelques réfugiés peuvent revenir à leur misère comme par le passé et la bourgeoisie bengalie serait installée sur le trône du Bangla-Desh. Par analogie, cela maintiendrait :

a) les structures néo-colonialistes de l'exploitation du Bangla-Desh ;

b) le système féodal de production ;

c) pour les 85 % de la population bengalie (paysans sans terre et métayers) la vie socio-économique resterait inchangée.

Le comité de coordination croit à une solution permanente du problème des réfugiés. Cela pourrait être réalisé non pas par l'intermédiaire d'une solution politique rapide du genre de celle décrite ci-dessus mais seulement par :

1) la défaite totale de l'occupation colonialiste pakistanaise du Bangla-Desh et de cette façon la libération du pays et son accession à l'indépendance ;

2) l'abolition du système féodal de production, c'est-à-dire la libération de 85 % de la population bengalie de sa misère, en allouant « la terre aux travailleurs de la terre » ;

3) c'est-à-dire l'établissement d'une république démocratique et populaire indépendante et souveraine.

## Le jeu international

L'impérialisme U.S. joue son propre rôle dans cette solution politique. D'un côté, il fournit des équipements militaires au Pakistan sous le prétexte de « vieilles » commandes, c'est-à-dire, antérieurement aux dernières déclarations : « pas de fournitures d'armes au Pakistan » ; d'un autre côté ils agitent une branche d'olivier sous le prétexte de pressions politiques pour modérer à la fois l'Inde et le Pakistan. Au cours de ces dernières 24 années, l'histoire politique ne peut-être ignorée. L'impérialisme U.S. a beaucoup trop à perdre en rompant l'alliance avec le Pakis-

tan. En tant que membre de l'O.T.A.S.E. et du C.E.N.T.O., le Pakistan représente une grande valeur stratégique pour le maintien de la domination U.S. au Sud-Est asiatique.

Le 9 août, l'U.R.S.S. et l'Inde ont signé un traité d'amitié et d'aide mutuelle. Des missions diplomatiques indiennes ont activement demandé au monde occidental de soutenir le gouvernement provisoire du Bangla-Desh.

Jusqu'à maintenant les pays progressistes et socialistes ont apporté très peu d'aide au gouvernement provisoire du Bangla-Desh. Cependant le gouvernement de la République du Vietnam Nord a déclaré qu'il comprenait la révolution démocratique et nationale du Bangla-Desh et soutenait la lutte du peuple bengali pour l'indépendance.

Le comité de coordination déclarait que « tout Etat, tout parti, tout individu qui collabore avec la dictature du Pakistan à l'intérieur ou à l'extérieur du Bangla est un ennemi national du Bangla-Desh. »

Le comité de coordination a déclaré que :

1) La guerre populaire au Bangla-Desh contre les forces d'occupation pakistanaise est en fait une partie de la lutte contre l'expansionnisme sioniste, le néo-colonialisme et l'impérialisme en général ;

2) la lutte de libération au Bangla-Desh est une part de la lutte de libération au Sud-Est asiatique en général ;

3) le comité de coordination est solidaire de la lutte de libération du peuple vietnamien, du peuple palestinien, de la lutte populaire pour la libération de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée Bissao, de l'Erythrée, de la Namibie, et des autres mouvements de libération dans le tiers monde.

4) Le comité de coordination est solidaire du peuple noir et de la lutte des ouvriers dans les pays impérialistes pour la libération totale du joug de l'impérialisme en général.